



TRANSAT A.T.INC.
TROISIÈME RAPPORT TRIMESTRIEL
Période terminée le 31 juillet 2010

LE 8 SEPTEMBRE 2010

Relations avec les investisseurs

M. Denis Pétrin

Vice président, finances et administration
et chef de la direction financière

relationsinvestisseurs@transat.com

Symboles boursiers

TSX: TRZ.B, TRZ.A

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion passe en revue l'exploitation de Transat A.T. inc., sa performance et sa situation financière pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2010, par rapport au trimestre et à la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2009 et doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés du troisième trimestre des exercices 2010 et 2009, les notes y afférentes et le rapport annuel de 2009, y compris le rapport de gestion et la section sur les risques et incertitudes. L'objet du présent document est de présenter une mise à jour, à la suite du troisième trimestre, de l'information présentée dans le rapport de gestion de notre rapport annuel de 2009. Les risques et incertitudes énoncés dans ce dernier sont intégrés aux présentes par renvoi et demeurent en substance inchangés. L'information présentée dans ce rapport de gestion est datée du 8 septembre 2010. Vous trouverez de plus amples renseignements à notre sujet dans le site Web de Transat à l'adresse www.transat.com et dans le site SEDAR à l'adresse www.sedar.com, dont les lettres d'attestation pour le trimestre terminé le 31 juillet 2010 et la notice annuelle pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009.

Nos états financiers sont dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »). Ce rapport de gestion présente parfois des mesures financières non conformes aux PCGR. Se référer à la section Mesures financières non conformes aux PCGR pour plus de détails. Tous les montants présentés dans ce rapport de gestion sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les expressions « Transat », « nous », « notre », « nos » ou la « société », sauf indication contraire, désignent Transat A.T. inc. et ses filiales.

AVERTISSEMENT EN CE QUI CONCERNE LES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion contient certaines déclarations prospectives à l'égard de la société. Ces déclarations prospectives se reconnaissent à l'emploi de termes et d'expressions comme « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « avoir l'intention de », « viser », « projeter », « prévoir », ainsi que des formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, y compris les renvois à des hypothèses. Toutes ces déclarations sont faites conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes en vigueur. Ces déclarations peuvent porter, sans toutefois s'y limiter, sur des observations concernant les stratégies, les attentes, les activités planifiées ou les actions à venir.

Les déclarations prospectives sont, de par leur nature, assujetties à des risques et incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement de ceux envisagés dans ces déclarations prospectives. Les résultats qui y sont présentés peuvent donc différer sensiblement des résultats réels pour diverses raisons comprenant, sans toutefois s'y limiter, les conditions météorologiques extrêmes, les prix du carburant, les conflits armés, les attentats terroristes, les conditions du secteur du marché et de l'économie en général, l'apparition de maladies, l'évolution de la demande compte tenu du caractère saisonnier du secteur, la capacité de réduire les coûts d'exploitation et les effectifs, les relations de travail, les négociations collectives et les conflits de travail, les questions de retraite, les taux de change et d'intérêt, la disponibilité du financement dans le futur, l'évolution de la législation, des développements ou procédures réglementaires défavorables, les litiges en cours et les poursuites intentées par des tiers, ainsi que d'autres risques expliqués en détail de temps à autre dans les documents d'information de la société.

Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs, et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

Lorsqu'elle a fait des déclarations prospectives dans le présent rapport de gestion, la société a fait un certain nombre d'hypothèses sur l'économie, le marché, les activités, la situation financière, les opérations et les déclarations prospectives.

À titre d'exemples de déclarations prospectives citons, sans toutefois s'y limiter, la déclaration concernant :

- La perspective selon laquelle la société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.
- La perspective selon laquelle la société anticipe des revenus supérieurs et une marge nettement supérieure par rapport à 2009.

En faisant cette déclaration, la société a supposé que les tendances de pression sur les prix se poursuivront jusqu'à la fin de la saison, que les prix du carburant et que le dollar par rapport aux devises européennes demeureront stables, que les facilités de crédit continueront d'être disponibles comme par le passé, et que la direction continuera de gérer les fluctuations de trésorerie pour financer ses besoins en fonds de roulement. Si ces hypothèses se révèlent incorrectes, les résultats réels et les développements pourraient différer considérablement de ceux envisagés dans les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion.

La société considère que les hypothèses sur lesquelles s'appuient ces déclarations prospectives sont raisonnables.

Ces déclarations reflètent les attentes actuelles concernant des événements et le rendement d'exploitation futurs, et ne sont pertinentes qu'à la date de publication du présent rapport de gestion, et représentent les attentes de la société à cette date. La société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, que ce soit à la suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou autrement, à l'exception de ce qui est exigé par les lois sur les valeurs mobilières applicables.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

Ce rapport de gestion est préparé à partir des résultats et des informations financières établis selon les PCGR. Nous présentons parfois des mesures financières non conformes aux PCGR. Généralement, une mesure financière non conforme aux PCGR s'entend d'une mesure chiffrée de la performance financière, de la situation financière ou des flux de trésorerie, antérieurs ou futurs, d'une société qui n'est pas conforme aux PCGR et qui soit exclut ou comprend des montants compris ou exclut dans la mesure la plus directement comparable calculée et présentée conformément aux PCGR. Les mesures non conformes aux PCGR utilisées par la société sont les suivantes :

Marge (perte d'exploitation)	Revenus moins les dépenses d'exploitation.
Bénéfice ajusté (perte ajustée)	Bénéfice (perte) avant part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales, impôts sur les bénéfices, variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs, gain (perte) non-monétaire sur des placements dans des PCAA et charge (gain) de restructuration.
Bénéfice ajusté après impôts (perte ajustée après impôts)	Bénéfice net (perte nette) avant variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs, gain (perte) non-monétaire sur des placements dans des PCAA et charge (gain) de restructuration, net des impôts y afférents.
Bénéfice ajusté après impôts par action (perte ajustée après impôts par action)	Bénéfice ajusté après impôts (perte ajustée après impôts) divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté servant au calcul du bénéfice dilué (perte diluée) par action
Dette totale	Dette à long terme plus la débeture et les ententes hors bilan, excluant les ententes avec les fournisseurs de services, présentées à la page 13.
Dette nette	Dette totale (décrite ci-haut) moins la trésorerie et équivalent de trésorerie et les placements dans des PCAA.

Les mesures financières décrites ci-haut n'ont pas de sens prescrit par les PCGR, et il est donc peu probable qu'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs ou celles utilisées par des analystes financiers. Ces mesures ont pour objet d'apporter de l'information supplémentaire et ne devraient pas être considérées isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement financier calculées selon les PCGR. La direction croit que ces mesures, ou certaines de ces mesures, sont utilisées par les utilisateurs de notre rapport de gestion pour analyser les résultats de la société, sa performance financière ainsi que sa situation financière.

La direction utilise, en plus des mesures financières selon les PCGR, le bénéfice ajusté et le bénéfice ajusté après impôts pour mesurer la performance opérationnelle continue et la performance opérationnelle récurrente de la société. La direction croit que ces mesures sont importantes puisqu'elles excluent des résultats des éléments qui découlent principalement de décisions stratégiques à long terme, plutôt que le rendement des opérations quotidiennes de la société. La direction croit que ces mesures sont utiles afin de mesurer la capacité de la société de s'acquitter de ses obligations financières.

La direction utilise également la dette totale et la dette nette pour évaluer le niveau d'endettement, la situation de trésorerie, les besoins futurs de liquidités et le levier financier de la société. La direction croit que ces mesures sont utiles afin de mesurer le levier financier de la société.

Le tableau suivant présente les rapprochements des mesures financières non conformes aux PCGR avec les mesures financières les plus comparables des PCGR :

(en milliers de dollars)	Trimestres terminés les		Périodes de neuf mois	
	31 juillet		terminées les 31 juillet	
	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$
Revenus	867 344	819 354	2 720 292	2 825 685
Dépenses d'exploitation	(813 403)	(792 167)	(2 670 562)	(2 767 866)
Marge	53 941	27 187	49 730	57 819
Bénéfice avant part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	21 272	31 118	15 973	46 278
Impôts sur les bénéfices	13 831	20 052	8 351	26 851
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	2 968	(44 409)	(7 350)	(53 325)
Perte (gain) non monétaires sur des placements dans des PCAA :				
Dévaluation de placements dans des PCAA (renversement de provision)	3 901	7 303	(1 493)	7 351
Ajustement relatif à la mise en œuvre du plan de restructuration du 21 janvier 2009	—	—	—	1 759
Réévaluation des options liées au remboursement des crédits rotatifs	—	(400)	—	(800)
	3 901	6 903	(1 493)	8 310
Gain sur disposition d'actifs liés à la restructuration	(76)	—	(1 036)	—
Bénéfice ajusté	41 896	13 664	14 445	28 114
Bénéfice net	20 925	30 991	13 251	43 741
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	2 968	(44 409)	(7 350)	(53 325)
Perte (gain) non monétaires sur des placements dans des PCAA	3 901	6 903	(1 493)	8 310
Gain sur disposition d'actifs liés à la restructuration	(76)	—	(1 036)	—
Incidence fiscale	(890)	13 517	2 564	17 151
Bénéfice ajusté après impôts	26 828	7 002	5 936	15 877
Bénéfice ajusté après impôts	26 828	7 002	5 936	15 877
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté servant au calcul du bénéfice dilué par action	38 217	33 115	38 039	33 088
Bénéfice ajusté après impôts dilué par action	0,70	0,21	0,16	0,48

	Au 31 juillet 2010 \$	Au 31 octobre 2009 \$
Versements sur dette à long terme échéant à moins d'un an	14 169	24 576
Dette à long terme	6 899	83 108
Débiteure	—	3 156
Ententes hors bilan, excluant les ententes avec des fournisseurs de services	542 644	396 433
Dette totale	563 712	507 273
Dette totale	563 712	507 273
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(217 278)	(180 552)
Placements dans des PCAA	(69 682)	(71 401)
Dette nette	276 752	255 320

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres terminés les 31 juillet				Périodes de neuf mois terminées les 31 juillet			
	2010 \$	2009 \$	Écart \$	Écart %	2010 \$	2009 \$	Écart \$	Écart %
États consolidés des résultats								
Revenus	867 344	819 354	47 990	5,9	2 720 292	2 825 685	(105 393)	(3,7)
Marge ¹	53 941	27 187	26 754	98,4	49 730	57 819	(8 089)	(14,0)
Bénéfice net	20 925	30 991	(10 066)	(32,5)	13 251	43 741	(30 490)	(69,7)
Bénéfice ajusté après impôts ¹	26 828	7 002	19 826	283,1	5 936	15 877	(9 941)	(62,6)
Bénéfice de base par action	0,55	0,95	(0,40)	(42,1)	0,35	1,34	(0,99)	(73,9)
Bénéfice dilué par action	0,55	0,94	(0,39)	(41,5)	0,35	1,32	(0,97)	(73,5)
Dividende – actions de catégorie A et B	—	—	—	—	—	0,09	(0,09)	(100,0)
États consolidés des flux de trésorerie								
Activités d'exploitation	48 154	24 897	23 257	93,4	154 893	144 585	10 308	7,1
Bilans consolidés								
Trésorerie et équivalents de trésorerie					217 278	180 552	36 726	20,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés (à court terme et à long terme)					341 651	272 726	68 925	25,3
Placements dans des PCAA					69 682	71 401	(1 719)	(2,4)
					628 611	524 679	103 932	19,8
Actif total					1 250 807	1 129 503	121 304	10,7
Dette (à court terme et à long terme)					21 068	110 840	(89 772)	(81,0)
Dette totale ¹					563 712	507 273	56 439	11,1
Dette nette ¹					276 752	255 320	21 432	8,4

¹ VOIR SECTION MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

APERÇU

Transat compte parmi les plus grands voyagistes entièrement intégrés de calibre international en Amérique du Nord. Nous exerçons nos activités uniquement dans le secteur des voyages vacances, et nous commercialisons principalement nos services en Amérique et en Europe. En tant que voyagiste, Transat a pour activité principale l'élaboration et la commercialisation de services de voyages vacances, sous forme de forfaits ou non. Nous agissons à la fois comme voyagiste expéditeur et comme voyagiste réceptif en regroupant des services achetés au Canada et à l'étranger pour les revendre au Canada, en France, au Royaume-Uni et dans 10 autres pays européens, principalement par l'intermédiaire d'agences de voyages, dont certaines (en France et au Canada) nous appartiennent. En effet, Transat est également un important distributeur au détail, comptant au total environ 500 agences de voyages (dont 354 franchisées) et un système de distribution multicanal faisant appel à Internet. Depuis 2008, Transat détient une participation dans une entreprise hôtelière qui possède et exploite des propriétés au Mexique et en République dominicaine. Transat a recours à plus de 60 compagnies aériennes, mais s'appuie sur sa filiale Air Transat pour une vaste proportion de ses besoins. Transat offre également des services à destination et des services aéroportuaires.

Selon l'Organisation mondiale du tourisme, on a compté en 2009 quelque 880 millions de touristes internationaux, soit un recul de près de 4 % par rapport à 2008. Malgré ce recul, l'Organisation mondiale du tourisme prévoit que ce marché devrait croître en 2010. La vision de Transat est de devenir un chef de file en Amérique et de jouir d'une forte position concurrentielle dans plusieurs pays d'Europe. Pour le moment, nous sommes un leader sur le marché canadien, où nous exerçons nos activités comme voyagiste expéditeur et voyagiste réceptif. Nous sommes solidement implantés en France et au Royaume-Uni comme voyagiste expéditeur, de même qu'en Grèce comme voyagiste réceptif. Nous offrons à nos clients une vaste gamme de destinations internationales, dans quelque 60 pays. Au fil du temps, nous voulons élargir nos activités dans d'autres pays où nous croyons qu'il existe un fort potentiel de croissance pour un voyagiste intégré, spécialisé dans les voyages vacances.

Pour concrétiser la vision qu'elle s'est donnée, la société entend continuer, pour la période 2009-2011, de maximiser les bénéfices de l'intégration verticale, qui la distingue de plusieurs de ses concurrents: de renforcer sa position en France, où elle figure déjà parmi les plus grands voyagistes; et de pénétrer de nouveaux marchés ou d'affirmer sa présence dans des marchés où elle n'est que partiellement présente à l'heure actuelle. Quant aux nouveaux marchés éventuels, la priorité ira à des marchés où Transat est susceptible de recruter une clientèle pour ses destinations traditionnelles, afin d'augmenter son pouvoir d'achat sur lesdites destinations.

Pour l'exercice 2010, les objectifs que Transat poursuivra sont les suivants :

- Consolider notre position de chef de file dans nos marchés des deux côtés de l'Atlantique par le biais d'une offre élargie, tant en termes de types de produits que de l'éventail de destinations, en donnant plus d'ampleur à la distribution multicanal et en maintenant notre contrôle des coûts, tout en procurant une expérience client enrichie.
- Compléter l'intégration des nouvelles équipes de direction, cultiver un esprit de corps et développer une parfaite cohésion entre les nouvelles organisations des filiales et de la compagnie-mère en vue d'accélérer l'atteinte de nos objectifs commerciaux.
- Poursuivre le développement et la mise en application de nouveaux systèmes d'information qui contribueront à une efficacité accrue de nos opérations et à une plus grande flexibilité au chapitre de notre offre.
- Poursuivre les efforts visant à positionner Transat parmi les chefs de file de l'industrie en matière de responsabilité d'entreprise et de tourisme durable, de sorte à exercer une influence accrue sur l'avenir de notre marché, à susciter l'adhésion des employés, et à engendrer pour Transat un avantage compétitif.

Les principaux inducteurs de performance sont notre part de marché, la croissance de nos revenus et notre marge. Ils sont essentiels au succès de la mise en œuvre de notre stratégie et à la réalisation des objectifs que nous nous sommes fixés.

Notre capacité de réaliser les objectifs que nous nous sommes fixés dépend de nos ressources financières et non financières, qui ont toutes contribué par le passé au succès de nos stratégies et à l'atteinte de nos objectifs. Nos ressources financières comprennent principalement notre trésorerie, nos placements et l'accès aux soldes inutilisés de nos facilités de crédit. Nos ressources non financières comprennent notre marque, notre structure, nos ressources humaines et nos relations avec nos fournisseurs.

ACTIVITÉS CONSOLIDÉES

REVENUS

(en milliers de dollars)	Trimestres terminés les 31 juillet				Périodes de neuf mois terminées les 31 juillet			
	2010 \$	2009 \$	Écart \$	Écart %	2010 \$	2009 \$	Écart \$	Écart %
Revenus	867 344	819 354	47 990	5,9	2 720 292	2 825 685	(105 393)	(3,7)

Nous tirons nos revenus des voyageurs expéditifs, du transport aérien, des agences de voyages, de la distribution, des voyageurs réceptifs et des services offerts à destination.

Par rapport à l'exercice 2009, nos revenus ont augmenté de 48,0 millions de dollars pour le trimestre. Cette augmentation est attribuable à une hausse globale du nombre de voyageurs de 10,1 % et, dans une moindre mesure à une hausse des prix de vente moyens. Pour le trimestre, nous avons enregistré une hausse de nos revenus en Amérique de 13,8 % et une baisse de 5,3 % en Europe.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet, nos revenus ont diminué de 105,4 millions de dollars. Cette diminution est attribuable à une baisse des prix de vente moyens, principalement causée par une vive concurrence au cours du premier semestre, et à la vigueur du dollar face à l'euro et à la livre sterling. La diminution de nos revenus a toutefois été compensée par une hausse globale du nombre de voyageurs de 4,5 %. Nous avons affiché au cours de la période une baisse de nos revenus en Amérique de 2,1 % et de 8,8 % en Europe.

DÉPENSES D'EXPLOITATION

(en milliers de dollars)	Trimestres terminés les 31 juillet				Périodes de neuf mois terminées les 31 juillet			
	2010 \$	2009 \$	Écart \$	Écart %	2010 \$	2009 \$	Écart \$	Écart %
Coûts directs	468 229	460 083	8 146	1,8	1 689 917	1 712 385	(22 468)	(1,3)
Salaires et avantages sociaux	85 794	87 392	(1 598)	(1,8)	253 644	267 547	(13 903)	(5,2)
Carburant d'aéronefs	86 376	77 280	9 096	11,8	213 821	238 882	(25 061)	(10,5)
Commissions	34 630	34 994	(364)	(1,0)	127 738	148 869	(21 131)	(14,2)
Entretien d'aéronefs	23 707	21 610	2 097	9,7	67 030	75 133	(8 103)	(10,8)
Frais d'aéroports et de navigation	25 733	25 072	661	2,6	59 809	66 913	(7 104)	(10,6)
Loyer d'aéronefs	13 595	13 803	(208)	(1,5)	41 192	40 725	467	1,1
Autres	75 339	71 933	3 406	4,7	217 411	217 412	(1)	(0,0)
Total	813 403	792 167	21 236	2,7	2 670 562	2 767 866	(97 304)	(3,5)

Nos dépenses d'exploitation totales ont augmenté de 21,2 millions de dollars (2,7 %) pour le trimestre et ont diminué de 97,3 millions de dollars (3,5 %) pour la période de neuf mois de 2010 par rapport à 2009. L'augmentation du trimestre découle principalement de la hausse globale du nombre de voyageurs, compensée par la force du dollar par rapport à certaines devises. La diminution pour la période de neuf mois est entre autre attribuable à la force du dollar par rapport à l'euro et à la devise américaine, et en partie aux initiatives de réduction de coûts que nous avons entreprises en 2009, compensée par la hausse du nombre de voyageurs. Ceci s'est traduit par une augmentation de nos dépenses d'exploitation en Amérique de 9,4 % pour le trimestre et par une diminution de 1,7 % pour la période de neuf mois ainsi que par des diminutions en Europe de 7,3 % pour le trimestre et de 9,2 % pour la période de neuf mois.

Au cours du deuxième trimestre, les opérations de la société ont été, en partie, perturbées par l'activité volcanique en Islande. La suspension de l'activité aérienne sur une portion du territoire européen s'est traduite par des annulations et des retards de vols. À la suite de ces événements, nous avons dû modifier, entre autres, nos horaires de vols et affréter des vols spéciaux afin d'assurer le rapatriement ainsi que le départ de nos voyageurs. Les coûts supplémentaires encourus à la suite de cet événement s'élèvent à près de 4,0 millions de dollars et sont principalement constitués de blocs de sièges et vols auprès de transporteurs aériens autres qu'Air Transat et de chambres d'hôtels qui sont présentés dans nos coûts directs.

COÛTS DIRECTS

Les coûts directs sont engagés par nos voyageurs. Ils comprennent le coût des chambres d'hôtels ainsi que le coût des blocs de sièges ou de vols complets réservés auprès d'autres transporteurs aériens qu'Air Transat. Comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, les coûts directs ont augmenté de 8,1 millions de dollars (1,8 %) pour le troisième trimestre. Cette hausse découle

principalement de la hausse du nombre de voyageurs, dont les incidences sur les coûts directs ont été compensées par la baisse de nos coûts de chambres d'hôtels de même que par la vigueur du dollar face au dollar américain, à l'euro et à la livre sterling.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet, les coûts directs ont diminué de 22,5 millions de dollars (1,3 %) alors que le nombre de voyageurs augmentait. La baisse de nos coûts directs découle principalement de la baisse de nos coûts de sièges et de chambres d'hôtels, ces dernières découlant entre autres de la négociation à la baisse de certains de nos contrats, jumelée à la vigueur du dollar face aux autres devises.

Compte tenu de nos opérations de couverture, nous n'avons pu profiter pleinement de l'appréciation du dollar face au dollar US et ce, tant pour le trimestre que pour la période de neuf mois.

SALAIRES ET AVANTAGES SOCIAUX

Les salaires et avantages sociaux ont diminué de 1,6 million de dollars (1,8 %) pour le trimestre et de 13,9 millions de dollars (5,2 %) pour la période de neuf mois comparativement à 2009. Les diminutions du trimestre et de la période de neuf mois résultent principalement d'une gestion plus serrée de nos effectifs, combinées à une baisse de la dépense relative aux primes liées aux programmes de rémunération variable à court terme et à la vigueur du dollar vis-à-vis l'euro.

CARBURANT D'AÉRONEFS

La dépense de carburant d'aéronefs a augmenté de 9,1 millions de dollars (11,8 %) pour le trimestre alors qu'elle a diminué de 25,1 millions de dollars pour la période de neuf mois (10,5 %). L'augmentation du trimestre découle principalement de l'augmentation de l'utilisation de nos aéronefs vers les destinations européennes, où les vols sont généralement plus longs que vers les destinations soleils, compensée par une diminution des prix du carburant. Pour la période de neuf mois, la diminution résulter principalement d'une baisse de l'utilisation de notre flotte au cours de la saison d'hiver causée, entre autres, par le fait que nous avions un aéronef Airbus A-310 de moins qu'en 2009 et que nous avons loué, pour la saison d'hiver 2010, un de nos aéronefs Airbus A-330 à un transporteur européen, ainsi que par une meilleure gestion de notre flotte. Dans une moindre mesure, la diminution est également attribuable à des coûts de carburant moins élevés comparativement à la saison d'hiver 2009.

COMMISSIONS

Les commissions comprennent les frais payés par les voyageurs aux agences de voyages pour leurs services à titre d'intermédiaires entre le voyageur et le consommateur. La dépense de commissions a diminué de 0,4 million de dollars (0,1 %) au cours du troisième trimestre et de 21,1 millions de dollars (14,2 %) au cours de la période de neuf mois par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice 2009. En termes de pourcentage de nos revenus, les commissions ont diminué et représentent 4,0 % de nos revenus pour le troisième trimestre comparativement à 4,3 % pour la même période en 2009. Pour la période de neuf mois, les commissions ont également diminué et représentent 4,7 % de nos revenus comparativement à 5,3 % en 2009.

ENTRETIEN D'AÉRONEFS

Les coûts d'entretien d'aéronefs comprennent les frais engagés par Air Transat, principalement pour le maintien en état des moteurs et des cellules. Comparativement à 2009, ces dépenses ont augmenté de 2,1 millions de dollars (9,7 %) au cours du troisième trimestre alors qu'ils ont diminué de 8,1 millions de dollars (10,8 %) au cours des neuf premiers mois. L'augmentation pour le trimestre découle principalement de l'augmentation de l'utilisation de notre flotte. Pour la période de neuf mois, la diminution s'explique principalement par les modifications que nous avons apportées à certaines de nos hypothèses liées à nos coûts futurs d'entretien qui ont été revues à la baisse à la suite de la signature de nouvelles ententes avec certains de nos fournisseurs, de l'optimisation de notre calendrier d'entretiens futurs et par une baisse de certaines activités commerciales durant la saison d'hiver.

FRAIS D'AÉROPORTS ET DE NAVIGATION

Les frais d'aéroports et de navigation comprennent principalement les droits exigés par les aéroports. Ces frais ont augmenté de 0,7 million de dollars (2,6 %) pour le troisième trimestre terminé le 31 juillet 2010, en raison de la hausse de nos activités commerciales, compensé par la vigueur du dollar. Pour la période de neuf mois, ces frais ont diminué de 7,1 millions de dollars (10,6 %) comparativement à la période correspondante de 2009. Cette diminution est attribuable à la baisse de certaines activités commerciales durant le premier semestre, combinée à la force du dollar vis-à-vis la devise américaine.

LOYER D'AÉRONEFS

Les loyers d'aéronefs ont diminué de 0,2 million de dollars (1,5 %) au cours du troisième trimestre et ont augmenté de 0,5 million de dollars (1,1 %) au cours de la période de neuf mois comparativement aux périodes correspondantes de 2009. Ces variations découlent de

l'effet net de l'ajout d'un Airbus A-330 au cours du troisième trimestre de 2009, du retrait d'un Airbus A-310 au début du premier trimestre de 2010 et de la force du dollar comparativement à la devise américaine. De plus, compte tenu de nos opérations de couverture, la société n'a pas pu profiter pleinement de la vigueur du dollar par rapport au dollar US.

AUTRES

Les autres frais ont augmenté de 3,4 millions de dollars (4,7 %) au cours du troisième trimestre et sont demeurés stable pour la période de neuf mois en regard des périodes correspondantes de 2009. L'augmentation découle principalement de la hausse de nos activités commerciales dont les incidences ont été en partie compensées par nos initiatives de réduction de coûts.

MARGE

Compte tenu de ce qui précède, nous avons enregistré une marge de 54,0 millions de dollars (6,2 %) au cours du troisième trimestre comparativement à 27,2 millions de dollars (3,3 %) en 2009. L'amélioration de notre marge au cours du trimestre découle principalement de la hausse du nombre de voyageurs, de la hausse des prix de vente moyens et de notre gestion serrée des coûts. Pour la période de neuf mois, nous avons enregistré une marge de 49,8 millions de dollars (1,8 %) comparativement à 57,8 millions de dollars (2,0 %) pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'érosion de nos marges au cours de la période de neuf mois résulte principalement de la baisse des prix de vente moyens pendant la saison d'hiver et aussi du fait que nous n'avons pas pu profiter pleinement de la vigueur du dollar par rapport au dollar US compte tenu de nos opérations de couverture, principalement pour la saison d'hiver.

SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

AMÉRIQUE

(en milliers de dollars)	Trimestres terminés les 31 juillet				Périodes de neuf mois terminées les 31 juillet			
	2010	2009	Écart	Écart	2010	2009	Écart	Écart
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Revenus	544 063	478 089	65 974	13,8	2 087 609	2 131 725	(44 116)	(2,1)
Dépenses d'exploitation	517 482	472 949	44 533	9,4	2 051 869	2 086 417	(34 548)	(1,7)
Marges	26 581	5 140	21 441	417,1	35 740	45 308	(9 568)	(21,1)

Les revenus de nos filiales nord-américaines, qui proviennent de ventes faites au Canada et à l'étranger, ont augmenté de 66,0 millions de dollars (13,8 %) au cours du troisième trimestre et ont diminué de 44,1 millions de dollars (2,1 %) au cours de la période de neuf mois, comparativement aux mêmes périodes en 2009. L'augmentation des revenus du trimestre découle principalement de la hausse du nombre de voyageurs de 13,3 % et, dans une moindre mesure, d'une légère hausse des prix de vente moyens comparativement au trimestre de 2009. Pour la période de neuf mois, la diminution de nos revenus découle d'une baisse des prix de vente moyens, compensée par une hausse du nombre de voyageurs de 2,7 %. Pour le trimestre, nous avons réalisé une marge de 4,9 % comparativement à une marge de 1,1 % en 2009 alors que pour la période de neuf mois, nous avons affiché une marge de 1,7 % comparativement à 2,1 % en 2009. L'augmentation de la marge pour le trimestre découle principalement de la hausse du nombre de voyageurs et des taux de remplissage. Pour la période de neuf mois, l'érosion de nos marges résulte principalement des baisses des prix de vente compte tenu de l'offre excédentaire sur le marché qui a sévi au cours de la saison d'hiver, du fait que nous n'avons pas pu profiter pleinement de la vigueur du dollar par rapport au dollar US compte tenu de nos opérations de couvertures et de la concurrence qui est demeurée vigoureuse.

EUROPE

(en milliers de dollars)	Trimestres terminés les 31 juillet				Périodes de neuf mois terminées les 31 juillet			
	2010	2009	Écart	Écart	2010	2009	Écart	Écart
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Revenus	323 281	341 265	(17 984)	(5,3)	632 683	693 960	(61 277)	(8,8)
Dépenses d'exploitation	295 921	319 218	(23 297)	(7,3)	618 693	681 449	(62 756)	(9,2)
Marges	27 360	22 047	5 313	24,1	13 990	12 511	1 479	11,8

Comparativement à 2009, les revenus de nos filiales européennes, qui proviennent de ventes faites à des clients en Europe et au Canada, ont diminué de 18,0 millions de dollars (5,3 %) au cours du troisième trimestre et de 61,3 millions de dollars (8,8 %) au cours de la période de neuf mois, et ce, malgré des hausses du nombre de voyageurs de 5,0 % pour le trimestre et de 2,7 % pour la période de neuf mois. La vigueur du dollar par rapport à l'euro et à la livre sterling, combinée à une baisse des prix de vente, ont plus que compensé l'effet sur les revenus des augmentations du nombre de voyageurs. Les augmentations du nombre de voyageurs résultent d'une augmentation des ventes de notre filiale Canadian Air, lesquelles sont faites au Royaume-Uni et au Canada, compensées en partie par une diminution des

volumes en France. Nos activités européennes ont affiché une marge de 27,4 millions de dollars (8,5 %) au cours du trimestre comparativement à 22,0 millions de dollars (6,5 %) en 2009 et de 14,0 millions de dollars (2,2 %) pour la période de neuf mois comparativement à 12,5 millions de dollars (1,8 %) par rapport à la même période en 2009. La hausse des marges résulte principalement de la hausse du nombre de voyageurs de notre filiale en Angleterre, compensée en partie de la détérioration de la valeur de la livre sterling et de l'euro vis-à-vis d'autres devises, de prix de vente à la baisse, surtout au cours de la saison d'hiver, ainsi que des coûts supplémentaires encourus par nos sociétés européennes à la suite de l'activité volcanique en Islande.

AUTRES DÉPENSES ET (REVENUS)

(en milliers de dollars)	Trimestres terminés les 31 juillet				Périodes de neuf mois terminées les 31 juillet			
	2010 \$	2009 \$	Écart \$	Écart %	2010 \$	2009 \$	Écart \$	Écart %
Amortissement	11 858	12 541	(683)	(5,4)	36 083	38 342	(2 259)	(5,9)
Intérêts sur la dette à long terme et la débeture	489	870	(381)	(43,8)	1 678	3 473	(1 795)	(51,7)
Autres intérêts et frais financiers	695	1 194	(499)	(41,8)	1 572	2 335	(763)	(32,7)
Revenus d'intérêts	(673)	(674)	1	0,1	(1 710)	(4 093)	2 383	58,2
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	2 968	(44 409)	47 377	106,7	(7 350)	(53 325)	45 975	86,2
Gain de change sur les éléments monétaires à long terme	(428)	(1 243)	815	65,6	(97)	(1 354)	1 257	92,8
Perte (gain) sur des placements dans des PCAA	3 901	6 903	(3 002)	(43,5)	(1 493)	1 910	(3 403)	(178,2)
Gain sur dispositions d'actifs liés à la restructuration	(76)	—	(76)	s.o.	(1 036)	—	(1 036)	s.o.
Quote-part de la perte nette (du bénéfice net) d'une société satellite	104	835	(731)	(87,5)	(2 241)	(2 598)	357	13,7

AMORTISSEMENT

L'amortissement inclut l'amortissement des immobilisations corporelles, des actifs incorporels amortissables, des avantages incitatifs reportés et du gain sur options reporté. L'amortissement a diminué de 0,7 million de dollars au cours du troisième trimestre et de 2,3 millions de dollars au cours de la période de neuf mois comparativement aux mêmes périodes en 2009. Ces diminutions sont principalement attribuables à la diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles au cours de l'exercice 2009.

INTÉRÊTS SUR LA DETTE À LONG TERME ET LA DÉBENTURE

Les intérêts sur la dette à long terme et la débeture ont diminué de 0,4 million de dollars au cours du troisième trimestre et de 1,8 million de dollars au cours de la période de neuf mois comparativement à 2009. Les diminutions découlent de soldes moyens de dettes inférieurs aux périodes correspondantes de 2009.

AUTRES INTÉRÊTS ET FRAIS FINANCIERS

Nos autres frais d'intérêts et frais financiers ont diminué de 0,5 million de dollars au cours du troisième trimestre et de 0,8 million de dollars au cours de la période de neuf mois comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces diminutions sont principalement attribuables à l'inclusion de frais d'intérêts liés à des cotisations d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs de certaines de nos filiales en 2009.

REVENUS D'INTÉRÊTS

Les revenus d'intérêts sont demeurés stable au cours du troisième trimestre terminé le 31 juillet 2010 comparativement à celui de 2009. Pour la période de neuf mois, les revenus d'intérêts ont diminué de 2,4 millions de dollars comparativement à la même période en 2009. La diminution de la période de neuf mois résulte principalement de taux d'intérêts moins élevés en 2010 qu'au cours de la période correspondante de 2009, malgré des soldes moyens de trésorerie et équivalents de trésorerie généralement plus élevés.

VARIATION DE LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS LIÉS AUX ACHATS DE CARBURANT D'AÉRONEFS

La variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs correspond à la variation, au cours de la période, de la juste valeur du portefeuille de ces instruments financiers qui sont détenus et utilisés par la société aux fins de la gestion du risque lié à l'instabilité des prix du carburant. Au cours du présent trimestre, la juste valeur des instruments financiers dérivés liés

aux achats de carburant d'aéronefs a diminué de 3,0 millions de dollars comparativement à une augmentation de la juste valeur de 44,4 millions de dollars en 2009. Pour la période de neuf mois, la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs a augmenté de 7,4 millions de dollars comparativement à 53,3 millions de dollars pour la même période de 2009.

GAIN DE CHANGE SUR LES ÉLÉMENTS MONÉTAIRES À LONG TERME

Les gains de change sur les éléments monétaires à long terme de 0,4 million de dollars pour le troisième trimestre et de 0,1 million de dollars pour la période de neuf mois sont principalement attribuables à l'effet défavorable des taux de change sur notre dette à long terme pour le financement d'aéronefs.

PERTE (GAIN) SUR DES PLACEMENTS DANS DES PCAA

Le gain sur des placements dans des PCAA correspond à la variation, au cours de la période, de la juste valeur des placements dans des PCAA. Pour le troisième trimestre, la perte sur des placements dans des PCAA a atteint 3,9 million de dollars alors que pour la période de neuf mois, le gain s'est élevé à 1,5 millions de dollars. *Se référer à la section Placements dans des PCAA pour plus de détails.*

GAIN SUR DISPOSITIONS D'ACTIFS LIÉS À LA RESTRUCTURATION

Le 24 septembre 2009, nous avons annoncé un plan de restructuration afin d'apporter des changements structurels à notre réseau de distribution en France. Ces modifications structurelles ont entraîné la fermeture d'un centre administratif. Ces modifications ont également entraîné, et entraîneront, la fermeture de certaines agences et la cession de certaines autres agences. Au cours du troisième trimestre et de la période de neuf mois terminée le 31 juillet, nous avons enregistré des gains sur dispositions d'actifs à être vendus liés à la restructuration de 0,1 million de dollars et 1,0 million de dollars, respectivement. Ces gains sont principalement constitués de gains réalisés sur la cession d'agences pour lesquelles aucune charge de restructuration n'avait été comptabilisée.

QUOTE-PART DE LA PERTE NETTE (DU BÉNÉFICE NET) D'UNE SOCIÉTÉ SATELLITE

Notre quote-part de la perte nette (du bénéfice net) d'une société satellite correspond à notre quote-part du résultat net de Caribbean Investments B.V. [« CIBV »], notre entreprise en hôtellerie. Notre quote-part de la perte nette pour le présent trimestre s'élève 0,1 million de dollars comparativement à 0,8 million de dollars pour le trimestre correspondant de 2009. Cette baisse de la quote-part de la perte nette découle principalement d'un gain de change sur la dette à long terme plus élevé pour le trimestre comparativement à 2009. Pour la période de neuf mois, la quote-part du bénéfice net s'est établi à 2,2 millions de dollars en regard de 2,6 millions de dollars en 2009. Ces diminutions résultent principalement de la baisse des prix de vente des nuitées des hôtels, compensée par le gain de change sur la dette à long terme.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Les impôts sur les bénéfices ont atteint 13,8 millions de dollars pour le trimestre, comparativement à 20,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois, les impôts sur les bénéfices se sont élevés à 8,4 millions de dollars en regard de 26,9 millions de dollars en 2009. Compte non tenu de la quote-part du bénéfice net d'une société satellite, le taux d'imposition réel a été de 39,3 % pour le présent trimestre et de 37,8 % pour la période de neuf mois, comparativement à 38,6 % et 38,1 % respectivement pour les périodes correspondantes de 2009. Les taux d'impositions du trimestre et de la période de neuf mois tiennent compte, entre autres, de renversements de certains soldes d'actifs d'impôts futurs que la société n'estime plus pouvoir recouvrer. Pour 2009, les taux d'imposition du trimestre et de la période de neuf mois reflètent, entre autres, certains éléments défavorables liés à des cotisations provenant d'exercices antérieurs de certaines de nos filiales qui ont été enregistrés au cours du troisième trimestre de 2009.

BÉNÉFICE NET

En conséquence des éléments présentés dans la section *Activités consolidées*, notre bénéfice net pour le trimestre terminé le 31 juillet 2010 s'est établi à 20,9 millions de dollars, soit 0,55 \$ par action, par rapport à un bénéfice net de 31,0 millions de dollars, soit 0,95 \$ par action lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer les montants par action a été de 37 904 000 pour le troisième trimestre 2010 et de 32 792 000 pour le trimestre correspondant de 2009.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010, nous affichons un bénéfice net de 13,3 millions de dollars, soit 0,35 \$ par action, par rapport à un bénéfice net de 43,7 millions de dollars, soit 1,34 \$ par action, lors de la période correspondante de l'exercice précédent. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer les montants par action a été de 37 782 000 pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010 et de 32 743 000 pour la période correspondante de 2009.

Sur une base diluée, le bénéfice par action a atteint 0,55 \$ pour le troisième trimestre de 2010, par rapport à 0,94 \$ en 2009; et à 0,35 \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010, par rapport à 1,32 \$ pour la période correspondante de 2009. Le nombre ajusté moyen pondéré d'actions utilisé pour calculer ces montants est de 38 217 000 (troisième trimestre 2010), 33 115 000 (troisième trimestre 2009), 38 039 000 (période de neuf mois 2010) et de 33 088 000 (période de neuf mois 2009). Voir la note 8 des États financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Pour le troisième trimestre, notre bénéfice ajusté après impôts s'est établie à 26,8 millions de dollars (0,70 \$ par action) et à 5,9 millions de dollars (0,16 \$ par action) pour la période de neuf mois, comparativement à 7,0 millions de dollars (0,21 \$ par action) et 15,9 millions de dollars (0,48 \$ par action) respectivement pour les périodes correspondantes de 2009.

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

Les activités de la société sont saisonnières, par conséquent, les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne reflètent pas proportionnellement les résultats de l'exercice entier. Dans l'ensemble, les revenus sont en baisse (par rapport aux trimestres des périodes correspondantes des exercices précédents) principalement à la suite de la baisse des prix de vente en raison de la forte concurrence découlant d'une offre excédentaire et malgré des augmentations du nombre des voyageurs. Quant à nos marges, elles ont fluctué au cours de chaque trimestre, principalement en raison de la concurrence qui a exercé une pression sur les prix. En conséquence, les informations financières trimestrielles suivantes peuvent donc varier de façon importante d'un trimestre à l'autre.

(en milliers de dollars, sauf les données par action)	T4-2008 \$	T1-2009 \$	T2-2009 \$	T3-2009 \$	T4-2009 \$	T1-2010 \$	T2-2010 \$	T3-2010 \$
Revenus	790 424	877 254	1 129 077	819 354	719 656	792 562	1 060 386	867 344
Marge (perte d'exploitation)	23 192	(8 498)	39 130	27 187	35 576	(12 409)	8 198	53 941
Bénéfice net (perte nette)	(82 369)	(29 436)	42 186	30 991	18 106	(13 872)	6 198	20 925
Bénéfice (perte) de base par action	(2,54)	(0,90)	1,29	0,95	0,53	(0,37)	0,16	0,55
Bénéfice dilué (perte diluée) par action	(2,54)	(0,90)	1,27	0,94	0,52	(0,37)	0,16	0,55

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Au 31 juillet 2010, la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'établissaient à 217,3 millions de dollars, comparativement à 180,6 millions de dollars au 31 octobre 2009. La trésorerie et les équivalents de trésorerie détenus en fiducie ou autrement réservés se chiffraient à 341,7 millions de dollars à la fin de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010, comparativement à 272,7 millions de dollars au 31 octobre 2009. Notre bilan témoigne d'un fonds de roulement de 5,2 millions de dollars, soit un ratio de 1,01, par rapport à un fonds de roulement de 35,0 millions de dollars et un ratio de 1,06 au 31 octobre 2009.

L'actif total a augmenté de 121,3 millions de dollars (10,7 %), passant de 1 129,5 millions le 31 octobre 2009 à 1 250,8 millions de dollars le 31 juillet 2010. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés de 65,3 millions de dollars, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 36,7 millions de dollars, des débiteurs de 47,5 millions de dollars et des frais payés d'avance de 32,2 millions de dollars, compensée par une diminution des immobilisations corporelles de 26,2 millions de dollars et par une diminution des impôts sur les bénéfices à recevoir de 19,5 millions de dollars. Les capitaux propres ont augmenté de 16,5 millions de dollars, passant de 367,4 millions de dollars au 31 octobre 2009 à 383,9 millions de dollars au 31 juillet 2010. Cette augmentation découle principalement de notre bénéfice net de 13,3 millions de dollars.

FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars)	Trimestres terminés les 31 juillet			Périodes de neuf mois terminées les 31 juillet		
	2010	2009	Écart	2010	2009	Écart
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	48 154	24 897	23 257	154 893	144 585	10 308
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(6 700)	(6 984)	284	(15 868)	(18 876)	3 008
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(34 294)	(42 242)	7 948	(89 484)	(54 367)	(35 117)
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie	3 152	(346)	3 498	(12 815)	(1 951)	(10 864)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	10 312	(24 675)	34 987	36 726	69 391	(32 665)

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Au cours du troisième trimestre, les activités d'exploitation ont généré des flux de trésorerie de 48,2 millions de dollars, par rapport à 24,9 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2009. L'augmentation de 23,3 millions de dollars survenue au cours du trimestre comparativement au trimestre correspondant de 2009 est principalement attribuable à une augmentation de notre rentabilité et à une augmentation de la variation nette de la provision pour remise en état des aéronefs loués de 10,6 millions de dollars.

Pour la période de neuf mois, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont augmenté de 10,3 millions de dollars passant de 144,6 millions de dollars en 2009 à 154,9 millions de dollars en 2010. L'augmentation est principalement attribuable à une augmentation de la variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement de 45,3 millions de dollars, principalement due à une augmentation des dépôts de clients et revenus reportés, compensée par la baisse de notre rentabilité et par une diminution de la variation nette des autres actifs et passifs liés à l'exploitation de 18,9 millions.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement ont atteint 6,7 millions de dollars pour le trimestre, une augmentation de 0,3 million de dollars par rapport au trimestre correspondant de 2009. Au cours du troisième trimestre, nos investissements en immobilisations corporelles et autres actifs incorporels ont atteint 7,6 millions de dollars comparativement à 8,5 millions de dollars en 2009, soit une diminution de 0,9 million de dollars. Toujours au cours du trimestre, nous avons encaissé de 0,8 million de dollars de placements dans des PCAA comparativement à 1,5 millions de dollars en 2009.

Pour la période de neuf mois, les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement se sont élevés à 15,9 millions de dollars comparativement à 18,9 millions de dollars en 2009, une baisse de 3,0 millions de dollars. Pour la période de neuf mois, nos investissements en immobilisations corporelles et autres actifs incorporels ont diminué de 5,0 millions de dollars par rapport à 2009. Nous avons encaissé 2,6 millions de dollars de placements dans des PCAA comparativement à 7,3 millions de dollars en 2009. Nous avons également encaissé des montants totalisant 1,6 million de dollars à la suite de la cession de certaines de nos agences de notre réseau de distribution en France. À la suite de l'augmentation de certaines de nos lettres de crédit, nos soldes de trésorerie et équivalents de trésorerie réservés présentés à long terme ont augmenté de 3,7 millions de dollars. Comparativement à la période de neuf mois de 2009, nous avons versé un montant de 0,5 million de dollars pour acquérir le solde des actions de Tourgreece. En 2009, nous avons effectué un apport en capital de 5,2 millions de dollars dans une entreprise hôtelière afin d'acquérir un terrain en République dominicaine.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement se sont élevés à 34,3 millions de dollars au cours du présent trimestre par rapport à 42,2 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2009, soit une diminution de 7,9 millions de dollars. Cette diminution découle principalement d'une baisse de 7,7 millions de dollars des remboursements de nos facilités de crédit et autres dettes comparativement à 2009.

Pour la période de neuf mois, les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement se sont établis à 89,5 millions de dollars, une hausse de 35,1 millions de dollars. Cette hausse découle principalement de nos remboursements de dettes à long terme, de la débeture et de nos facilités de crédit et autres dettes qui se sont élevés à 88,5 millions de dollars comparativement à 49,7 millions de dollars pour la période de neuf mois de 2009.

FINANCEMENT

Au 31 juillet 2010, la société disposait de plusieurs types de financements. Elle dispose principalement de trois facilités de crédit à terme rotatif, d'emprunts garantis par des aéronefs ainsi que de lignes de crédit.

La société dispose d'un crédit à terme rotatif de 157,0 millions de dollars, venant à échéance en 2012, ou immédiatement exigible dans l'éventualité d'un changement de contrôle, et, aux fins d'émission de lettre de crédit, d'un crédit rotatif au montant de 60,0 millions de dollars, pour lequel la société doit céder en nantissement de la trésorerie égale à 105 % du montant des lettres de crédit émises. Selon les termes de cette entente, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires ou d'emprunts bancaires, en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. L'entente porte intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux préférentiel de l'institution financière, ou au TIOL (taux interbancaire offert à Londres), majoré d'une prime déterminée en fonction de certains ratios financiers calculés sur une base consolidée. Selon les termes de l'entente, la société est tenue de respecter certains critères et ratios financiers. Tous les ratios et les critères financiers étaient respectés au 31 juillet 2010.

La société dispose également de deux crédits à terme rotatif au montant de 9,4 millions de dollars et de 86,2 millions de dollars, le premier échéant en 2010 et le second échéant en 2011, ou immédiatement exigible dans l'éventualité d'un changement de contrôle. Selon les termes de ces ententes, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires ou d'emprunts bancaires, en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. Ces ententes portent intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux préférentiel de l'institution financière, ou au TIOL affecté par une prime différente déterminée selon la forme de financement. Ces crédits comportent des mécanismes sous la forme d'options, qui sont maintenant effectifs à la suite de la mise en œuvre du plan de restructuration des PCAA, qui permettront à la société, au gré de celle-ci, de rembourser à l'échéance les montants tirés, sous certaines conditions, jusqu'à concurrence de 56,8 millions de dollars à partir des billets restructurés. Ces options ont initialement été présentées à leur juste valeur et le gain initial correspondant est reporté et comptabilisé en résultat net sur la durée des ententes de crédits sous la rubrique *Amortissement*. Ces options sont présentées à leur juste valeur à chaque date d'arrêtée des comptes sous la rubrique Instruments financiers dérivés et toute variation de la juste valeur des options est comptabilisée en résultat net sous la rubrique *Perte (gain) sur des placements dans des PCAA*. Selon les termes de l'entente, la société est tenue de respecter certains critères et ratios financiers. Tous les ratios et les critères financiers étaient respectés au 31 juillet 2010.

Au 31 juillet 2010, ces facilités de crédit n'étaient pas utilisées.

Les emprunts garantis par des aéronefs de la société s'élèvent, au 31 juillet 2010, à 20,6 millions de dollars [20,0 millions de dollars US]. Les emprunts portent intérêts aux taux TIOL majorés de 2,15 % et 3,25 % et sont remboursables par versements semestriels égaux jusqu'en 2011.

De plus, nous avons accès, pour nos opérations françaises, à des lignes de crédit non utilisées atteignant 11,3 millions d'euros [15,2 millions de dollars].

ENTENTES HORS BILAN

Dans le cours normal de ses affaires, Transat conclut des ententes et contracte des obligations qui auront une incidence sur l'exploitation et les flux de trésorerie futurs de la société, dont certaines sont présentées au passif dans les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés au 31 juillet 2010. Ces obligations, présentées au passif, s'élevaient à 21,1 millions de dollars au 31 juillet 2010 et à 110,8 millions de dollars au 31 octobre 2009.

Les obligations qui ne sont pas présentées au passif sont considérées comme des ententes hors bilan. Ces ententes contractuelles sont établies avec des entités dont les comptes ne sont pas consolidés avec ceux de la société et incluent ce qui suit :

- Garanties
- Contrats de location-exploitation

La dette hors bilan, excluant les ententes avec les fournisseurs de services, qui peut être estimée s'élevait à environ 542,6 millions de dollars au 31 juillet 2010 (396,4 millions au 31 octobre 2009) et se résume comme suit :

(en milliers de dollars)	Au 31 juillet 2010 \$	Au 31 octobre 2009 \$
Garanties		
Lettres de crédit irrévocables	7 414	10 364
Contrats de cautionnement	1 018	860
Contrats de location-exploitation		
Engagements en vertu de contrats de location-exploitation	534 212	385 209
	542 644	396 433

Dans le cours normal des affaires, des garanties sont requises dans l'industrie du voyage afin d'offrir des indemnités et des garanties aux contreparties à certaines opérations, comme des contrats de location-exploitation, des lettres de crédit irrévocables et des contrats de cautionnement. Jusqu'à maintenant, Transat n'a pas versé de paiements importants en vertu de telles garanties. Les contrats de location-exploitation sont établis afin de permettre à la société de louer certains éléments plutôt que de les acquérir.

De plus, depuis le 5 mai 2010, la société dispose d'une facilité de cautionnement renouvelable annuellement au montant de 50,0 millions de dollars. En vertu de cette entente, la société peut faire émettre des contrats de cautionnement d'une durée maximale de trois ans. Au 31 juillet 2010, cette facilité n'était pas utilisée.

Nous croyons que la société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.

ENDETTEMENT

Au 31 juillet 2010, l'endettement de la société avait augmenté par rapport au 31 octobre 2009.

La dette au bilan a diminué de 89,8 millions de dollars, passant de 110,8 millions de dollars à 21,1 millions de dollars alors que notre dette hors bilan a augmenté de 146,2 million de dollars, passant de 396,4 millions de dollars à 542,6 millions de dollars, le tout représentant une augmentation de la dette totale de 56,4 millions de dollars par rapport au 31 octobre 2009. La diminution de notre dette au bilan découle des remboursements effectués au cours de la période de neuf mois, dont la débenture. L'augmentation de notre dette hors bilan de 146,2 millions de dollars découle de la signature de baux pour la location de quatre avions, compensée par les remboursements effectués au cours de la période et de la force du dollar par rapport au dollar US.

Déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et de nos placements dans des PCAA, la dette nette de la société a augmenté de 21,4 millions de dollars pour s'établir à 276,8 millions de dollars au 31 juillet 2010, comparativement à 255,3 millions de dollars au 31 octobre 2009.

ACTIONS EN CIRCULATION

Au 31 juillet 2010, il y avait trois catégories d'actions autorisées, soit un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A, un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B et un nombre illimité d'actions privilégiées. Les actions privilégiées ne comportent aucun droit de vote et elles peuvent être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

Au 31 juillet 2010, il y avait 1 018 365 actions à droit de vote variable de catégorie A et 36 808 185 actions à droit de vote de catégorie B en circulation.

OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Au 8 septembre 2010, le nombre d'options d'achat d'actions en circulation s'élevait à 1 737 737, dont 677 448 pouvaient être exercées.

PLACEMENTS DANS DES PCAA

RESTRUCTURATION

En 2007, le marché canadien des papiers commerciaux adossés à des actifs [«PCAA»] émis par des tiers a souffert d'une crise des liquidités. À la suite de cette crise, un groupe d'institutions financières et d'autres parties ont convenu, en vertu de l'accord de Montréal [l'« accord »], d'une période de moratoire relativement aux PCAA vendus par 23 émetteurs de conduits. Un comité pancanadien d'investisseurs a été par la suite mis sur pied pour surveiller la restructuration ordonnée de ces instruments pendant la période de moratoire.

En 2009, le comité pancanadien des investisseurs a annoncé que le plan de restructuration portant sur les PCAA émis par des tiers avait été mis en œuvre. En vertu des dispositions du plan de restructuration, les porteurs de PCAA ont vu leur papier commercial à court terme substitué par des billets à plus long terme dont l'échéance s'aligne sur celle des actifs auparavant détenus par les conduits sous-jacents. La société détenait, à cette date, un portefeuille de PCAA émis par plusieurs fiducies ayant une valeur nominale globale de 143,5 millions de dollars.

À la date de la mise en œuvre du plan, le 21 janvier 2009, la société a procédé à une évaluation de la juste valeur de ses placements dans des PCAA avant la substitution. Lors de cette évaluation, la société a revu ses hypothèses afin de considérer les nouvelles informations rendues disponibles à cette date ainsi que les changements survenus dans les conditions du marché du crédit. À la suite de l'évaluation, la provision pour dévaluation totalisait 47,5 millions de dollars et la juste valeur du portefeuille de placement dans des PCAA s'établissait à 96,1 millions de dollars. Les PCAA que la société détenait à cette date ont été substitués par de nouveaux titres. La valeur nominale des nouveaux PCAA s'élevait, à cette date, à 141,7 millions de dollars.

PORTEFEUILLE

Durant le premier semestre 2010, la société a encaissé des montants totalisant 1,8 million de dollars alors que le 27 juillet 2010, elle a encaissé des montants totalisant 0,8 million de dollars relativement au remboursement du capital de PCAA adossés à des actifs synthétiques, ou une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés (MAV 2 Éligibles) et de PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés (MAV 3 Traditionnels). Durant la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010, la société a également encaissé sa quote-part de 0,6 million de dollars des montants de trésorerie accumulés dans les conduits. La valeur nominale des nouveaux PCAA s'élevait à 126,2 millions de dollars au 31 juillet 2010 et se répartit comme suit :

MAV 2 Éligibles

La société détient 113,3 millions de dollars de PCAA adossés à des actifs synthétiques, ou une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés, qui ont été restructurés en billets à taux variable, ayant des échéances prévues jusqu'en janvier 2017.

MAV 2 Inéligibles

La société détient 7,6 millions de dollars de PCAA qui sont adossés principalement à des actifs en sous-prime aux États-Unis et qui ont été restructurés sur une base de série par série, chaque série maintenant son exposition séparée à ses propres actifs et venant à échéance jusqu'en décembre 2035.

MAV 3 Traditionnels

La société détient 5,3 millions de dollars de PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés qui ont été restructurés sur une base de série par série, chaque fiducie ou série conservant ses propres actifs et venant à échéance jusqu'en septembre 2015.

VALORISATION

Le 31 juillet 2010, la société a procédé à une nouvelle évaluation de la juste valeur de ses nouveaux PCAA. Lors de cette évaluation, la société a revu ses hypothèses afin de considérer les nouvelles informations rendues disponibles ainsi que les changements survenus dans les conditions de marché du crédit. Durant la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010, un nombre limité d'opérations a été conclu relativement à des placements dans des PCAA. Cependant, la société n'a pas considéré ces opérations lors la valorisation de ses PCAA puisque, selon elle, leur nombre demeure insuffisant pour pouvoir qualifier le marché comme étant actif. Lors du retour d'un marché actif pour les PCAA, la société révisera ses hypothèses de valorisation en conséquence.

La société considère les informations rendues disponibles par BlackRock Canada Ltée qui a été nommée, à la date de mise en œuvre du plan, pour administrer les actifs. Cette dernière publie des évaluations mensuelles de la juste valeur de PCAA qui sont adossés principalement à des actifs en sous-prime aux États-Unis (MAV 2 Inéligibles) et de PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés (MAV 3 Traditionnels). La direction de la société a estimé la juste valeur de ses actifs, de même catégorie, à l'aide de ces évaluations. La société a également considéré les informations publiées par DBRS le 11 août 2009. Cette dernière avait décoté les PCAA adossés à des actifs synthétiques, ou une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés (MAV 2 Éligibles) de catégorie A-2 à « BBB- ». Avant cette décote, cette catégorie de PCAA avait une cote de « A ». Pour les autres titres, faute de marchés actifs, la direction de la société a estimé la juste valeur de ces actifs en actualisant les flux de trésorerie futurs qui ont été déterminés à l'aide d'un modèle d'évaluation qui prend en compte les meilleures estimations par la direction qui se fondent autant que possible sur des données de marché observables, telles que le risque de crédit attribuable aux actifs sous-jacents, les taux d'intérêt en vigueur sur les marchés en cause, les montants à recevoir et les dates d'échéances.

Aux fins de l'estimation des flux de trésorerie futurs, la société a estimé que les instruments financiers à long terme issus de la conversion de ses PCAA procureraient des rendements d'intérêt de 0,0 % à 2,24 % [taux moyen pondéré de 1,9 %], selon le type de séries. Ces flux de trésorerie futurs ont été actualisés, selon le type de séries, sur une période de 6,5 ans et selon des taux d'actualisation variant de 6,8 % à 46,9 % [taux moyen pondéré de 13,2 %] qui tiennent compte de la liquidité.

À la suite de cette nouvelle évaluation, la société a constaté, le 31 juillet 2010, une dévaluation de ses placements dans des PCAA de 3,9 millions de dollars (renversement de la provision pour dévaluation de ses placements dans des PCAA de 1,5 million de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010). Ces ajustements ne tiennent compte d'aucun montant de notre quote-part des montants estimés de trésorerie accumulés dans les conduits. La juste valeur du portefeuille de PCAA s'établissait à cette date à 69,7 millions de dollars et la provision pour dévaluation totalisait 56,6 millions de dollars, représentant 44,8 % de la valeur nominale de 126,2 millions de dollars.

L'estimation de la juste valeur des investissements en PCAA effectuée par la société est entourée d'une grande incertitude. La substitution d'une ou plusieurs des données par une ou plusieurs hypothèses n'est pas raisonnablement réalisable dans ce contexte. La direction juge sa technique d'évaluation appropriée dans les circonstances. Cependant, des modifications aux principales hypothèses pourraient avoir une incidence importante sur la valeur des titres de PCAA au cours du prochain exercice. La résolution de ces incertitudes pourrait faire en sorte que la valeur définitive de ces placements s'écarte considérablement des meilleures estimations actuelles de la direction, et l'ampleur de cet écart pourrait influencer grandement sur nos résultats financiers.

Une variation à la hausse (baisse) de 1 % [100 points de base] des taux d'actualisation estimés entraînerait une diminution (augmentation) de la juste valeur estimative des PCAA détenus par la société d'environ 3,6 millions de dollars.

La variation des soldes de placements dans des PCAA au bilan et la composition de la rubrique *Perte (gain) sur des placements dans des PCAA* à l'état consolidé des résultats se résument comme suit :

(en milliers de dollars)	Valeur nominale des placements dans des PCAA \$	Provision pour dévaluation des placements dans des PCAA \$	Placements dans des PCAA \$	Perte (gain) sur des placements dans des PCAA \$
Solde au 31 octobre 2008	143 500	(56 905)	86 595	
Ajustement relatif à la mise en œuvre du plan de restructuration du 21 janvier 2009	(1 759)	—	(1 759)	1 759
Dévaluation des placements dans des PCAA	—	(48)	(48)	48
Quote-part des montants estimés de trésorerie à recevoir	—	1 655	1 655	(1 655)
Quote-part des montants de trésorerie	—	—	—	(4 745)
Remboursement de capital	(5 664)	—	(5 664)	—
Réévaluation des options liées au remboursement de crédits rotatifs	—	—	—	(400)
Solde au 30 avril 2009 / Incidence sur les résultats de la période de six mois terminée le 30 avril 2009	136 077	(55 298)	80 779	(4 993)
Dévaluation des placements dans des PCAA	—	(7 303)	(7 303)	7 303
Remboursement de capital	(1 518)	—	(1 518)	—
Quote-part des montants estimés de trésorerie à recevoir	—	(1 655)	(1 655)	—
Réévaluation des options liées au remboursement de crédits rotatifs	—	—	—	(400)
Solde au 31 juillet 2009 / Incidence sur les résultats de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009	134 559	(64 256)	70 303	1 910
Réduction de la valeur nominale de PCAA	(4 844)	4 844	—	—
Renversement de provision	—	1 358	1 358	(1 358)
Remboursement de capital	(880)	—	(880)	—
Quote-part des montants estimés de trésorerie à recevoir	—	620	620	(620)
Solde au 31 octobre 2009 / Incidence sur les résultats de l'exercice terminé le 31 octobre 2009	128 835	(57 434)	71 401	(68)
Renversement de provision	—	5 394	5 394	(5 394)
Remboursement de capital	(1 801)	—	(1 801)	—
Quote-part des montants de trésorerie	—	(620)	(620)	—
Solde au 30 avril 2010 / Incidence sur les résultats de la période de six mois terminée le 30 avril 2010	127 034	(52 660)	74 374	(5 394)
Dévaluation des placements dans des PCAA	—	(3 901)	(3 901)	3 901
Remboursement de capital	(791)	—	(791)	—
Solde au 31 juillet 2010 / Incidence sur les résultats de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010	126 243	(56 561)	69 682	(1 493)

Le solde des placements dans des PCAA au 31 juillet 2010 se détaille comme suit :

(en milliers de dollars)	Valeur nominale des placements dans des PCAA \$	Provision pour dévaluation des placements dans des PCAA \$	Placements dans des PCAA \$
MAV 2 Éligibles			
Catégorie A-1	34 415	(8 221)	26 194
Catégorie A-2	63 894	(27 608)	36 286
Catégorie B	11 598	(9 728)	1 870
Catégorie C	3 403	(3 211)	192
	113 310	(48 768)	64 542
MAV 2 Inéligibles	7 630	(7 624)	6
MAV 3 Traditionnels	5 303	(169)	5 134
	126 243	(56 561)	69 682

AUTRES

Le 10 juin 2010, la société a annoncé qu'elle s'installait à Monterrey, Mexique, afin de s'y implanter comme voyageur expéditeur sous la marque Eleva Travel. La société offre des voyages d'agrément aux Mexicains et pourra ainsi bénéficier des ententes et relations commerciales qu'elle a déjà auprès des hôteliers.

Le 26 février 2010, la société a acquis, pour une contrepartie au comptant de 0,5 million de dollars (0,3 million d'euros), le solde des actions (10 %) de Tourgreece Tourist Enterprises S.A. qu'elle ne détenait pas.

Air Transat et ses pilotes, représentés par l'Association des pilotes de lignes aériennes (ALPA), ont convenu d'une entente de principe portant sur le renouvellement de la convention collective. L'entente d'une durée de 48 mois viendrait à échéance le 1^{er} mai 2014, et sera soumise au vote de ratification des membres dans les prochaines semaines.

La flotte d'Air Transat compte actuellement 13 Airbus A310 (249 sièges), qui seront graduellement retirés, et cinq Airbus A330 (342 sièges); un sixième A330 doit entrer en service à l'automne 2010. Le 5 mai 2010, nous avons annoncé la signature d'une entente avec un bailleur pour la location à long terme d'un nouveau gros porteur Airbus A330, qui devrait entrer en service en avril 2011. De plus, le 2 juin 2010, nous avons annoncé la signature d'une entente avec un bailleur pour la location à long terme de deux autres Airbus A330. Ces derniers devraient entrer en service d'ici la fin de 2010. Ces nouveaux appareils porteront à neuf le nombre d'Airbus A330 de la flotte d'Air Transat.

MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES

En janvier 2009, l'ICCA a publié trois nouvelles normes comptables: le chapitre 1582, « Regroupements d'entreprises », le chapitre 1601, « États financiers consolidés », et le chapitre 1602, « Participations sans contrôle ». Ces nouvelles normes s'appliqueront aux états financiers des exercices ouverts le 1^{er} janvier 2011 ou après cette date. La société évalue actuellement les exigences des nouvelles normes.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Le chapitre 1582 remplace l'ancien chapitre 1581, « Regroupements d'entreprises », et établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises. Le chapitre établit les principes et les conditions qui régissent la manière dont l'acquéreur comptabilise et évalue dans ses états financiers les actifs identifiables acquis, les passifs repris et toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise; la manière qu'il comptabilise et évalue l'écart d'acquisition acquis dans le regroupement d'entreprises ou le gain résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses; et, il détermine quelles sont les informations à fournir pour permettre aux utilisateurs des états financiers d'évaluer la nature et les effets financiers du regroupement d'entreprises. Il constitue l'équivalent canadien de la norme internationale d'information financière IFRS 3, « Regroupements d'entreprises ». Le chapitre s'applique prospectivement aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe au début du premier exercice annuel ouvert le 1^{er} janvier 2011 ou à une date ultérieure.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ET PARTICIPATIONS SANS CONTRÔLE

Les chapitres 1601 et 1602 remplacent l'ancien chapitre 1600, « États financiers consolidés ». Le chapitre 1601 définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés. Il s'applique aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Il constitue l'équivalent des dispositions correspondantes de la norme internationale d'information financière IAS 27, « États financiers consolidés et individuels », et s'applique aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011.

NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE (IFRS)

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada [CNC] a confirmé que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront remplacés à compter des exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2011, par les Normes internationales d'information financière [IFRS]. La société devra présenter ses états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice se terminant le 31 octobre 2012 selon les IFRS. Dans ce contexte, la société a établi un plan de transition vers les IFRS qui comporte trois étapes : conception et planification, identification des différences et élaboration de solutions, et mise en œuvre et révision.

La première étape qui portait sur la conception et la planification est maintenant terminée. Elle consistait à élaborer un plan de transition vers les normes IFRS basé selon les résultats d'un diagnostic préliminaire de haut niveau des différences entre les normes IFRS et les conventions comptables de la société. Cette analyse a permis d'obtenir un aperçu des aspects les plus importants où le passage aux IFRS risque d'avoir des répercussions pour la société, notamment les obligations plus exhaustives en matière de présentation et d'information à fournir. Durant cette étape, la direction de la société a établi une structure formelle de gouvernance du projet de conversion, incluant un comité directeur des IFRS, afin de surveiller le processus de transition relativement aux incidences sur la présentation de l'information financière, aux processus opérationnels, aux contrôles internes et aux systèmes d'information.

La société est actuellement à la deuxième étape de son plan, soit l'identification des différences, entre les normes IFRS et les conventions comptables de la société, et à l'élaboration de solutions, laquelle devrait être achevée pour le premier trimestre de l'exercice 2011. Pendant cette étape, la société effectue une analyse détaillée des IFRS qui consiste à relever les différences entre les IFRS et les conventions comptables actuelles de la société afin de traiter en priorité les points qui seront les plus importants par la transition, et à déterminer les options permises dans le cadre des IFRS à leur date d'entrée en vigueur et sur une base permanente afin d'en tirer des conclusions. Cette étape comprend aussi une planification détaillée de la technologie de l'information et des ressources humaines en ce qui a trait à la transition. En outre, il faudra repérer les procédures et les systèmes internes devant être mis à jour et adaptés, notamment les ajustements des procédures de contrôle interne en place et la mise en œuvre de mesures de contrôle interne additionnelles à l'égard de l'information financière, ainsi que des contrôles et des procédures de communication de l'information qui sont nécessaires pour certifier l'information financière pendant la période de transition et après la mise en œuvre des nouvelles normes.

Dans le cadre de la troisième étape, la société mettra en œuvre les modifications comptables et autres changements requis dans ses procédures, ses contrôles et ses systèmes internes de telle sorte qu'ils soient en place et fonctionnent effectivement pour le premier exercice de l'application des IFRS.

Le tableau suivant présente l'état d'avancement en fonction des échéanciers de la réalisation des principales activités du plan de conversion aux IFRS au 31 juillet 2010.

	Principales activités	Échéancier	État d'avancement
Information financière	<p>Identification des différences et élaboration de solutions des choix de conventions comptables, notamment les choix autorisés selon les normes IFRS, y compris en ce qui a trait des exemptions permises conformément à l'IFRS 1.</p> <p>Développer un modèle d'états financiers IFRS, y compris les notes afférentes.</p> <p>Préparer un bilan d'ouverture et compiler l'information financière afin de produire les états financiers IFRS comparatifs.</p>	<p>Complété au 31 octobre 2010. Suivi et mise à jour pendant l'exercice 2011.</p> <p>Durant l'exercice 2011.</p> <p>Durant l'exercice 2011.</p>	<p>Les analyses sont en cours et dans certains cas nous ne sommes pas en mesure de quantifier l'incidence des différences.</p> <p>Développement d'un modèle d'états financiers IFRS est en cours.</p> <p>L'analyse devrait débiter au cours du premier trimestre 2011.</p>
Technologies de l'information et les systèmes de données	Évaluer les incidences des changements sur les technologies de l'information et sur les systèmes de données et y apporter les modifications nécessaires.	Modifications des technologies de l'information et des systèmes de données finalisées en temps opportun afin de compiler l'information financière pendant l'exercice 2011. Suivi et mise à jour au cours de l'exercice 2011.	Les incidences sur les technologies de l'information et sur les systèmes de données sont analysées en parallèle de l'identification des différences et l'élaboration de solutions reliées à l'information financière.
Contrôle internes à l'égard de l'information financière	Évaluer les incidences des changements sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière et sur les contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que mettre en œuvre les modifications requises.	Mise en œuvre des modifications requises à compter du premier trimestre de l'exercice 2011. Suivi et mise à jour au cours de l'exercice 2011.	Les incidences sur les contrôles internes sont analysées en parallèle de l'identification des différences et de l'élaboration de solutions reliées à l'information financière.
Activités commerciales	Déterminer l'incidence de la conversion sur les activités commerciales de la société.	Modifications à terminer avant le 31 octobre 2011.	Les incidences sur les activités commerciales de la société sont analysées en parallèle de l'identification des différences et de l'élaboration de solutions reliées à l'information financière.
Formation et communication	<p>Offrir de la formation aux employés concernés, à la direction ainsi qu'au conseil d'administration et à ses comités pertinents, notamment le comité de vérification.</p> <p>Communiquer la progression du plan de conversion aux parties intéressés internes et externes.</p>	<p>Durant les exercices 2010 et 2011.</p> <p>Durant les exercices 2010 et 2011.</p>	<p>La formation est offerte en temps opportun conformément à l'échéancier des travaux de conversion.</p> <p>Communication interne et externe périodique d'information sur notre progression.</p>

La société a évalué certaines des exemptions de l'application rétrospective intégrale des IFRS selon l'IFRS 1 – Première application des Normes internationales d'information financière, à la date d'entrée en vigueur, ainsi que leur possible incidence sur les états financiers consolidés de la Société. En fonction de l'avancement des travaux, lors de l'adoption des IFRS, les exceptions susceptibles d'avoir une incidence pour la société, sont les suivantes :

Exemption	Application de l'exemption
Regroupements d'entreprises	La société prévoit appliquer l'exemption de ne pas redresser rétrospectivement les acquisitions d'entreprises conclues avant le 1 ^{er} novembre 2010.
Avantages du personnel	La société prévoit appliquer l'exemption permettant de comptabiliser les écarts actuariels cumulés liés à ses régimes de retraite à prestation déterminée dans les bénéfices non répartis d'ouverture à la date de transition aux IFRS et d'appliquer IAS 19 – <i>Avantage du personnel de façon prospective</i> .
Écart de conversion cumulé	La société prévoit appliquer l'exemption permettant de comptabiliser les écarts de conversion cumulés dans les bénéfices non répartis d'ouverture à la date de transition aux IFRS.
Transaction de paiements fondés sur des actions	La société prévoit appliquer l'exemption permettant de ne pas appliquer rétrospectivement la norme IFRS 2 – <i>Transaction de paiements fondés sur des actions</i> à ses transactions dont le paiement est fondé sur des acquis avant la date de transition.

La société analyse présentement l'incidence prévue des écarts importants entre les normes comptables IFRS et le traitement comptable actuel selon les PCGR du Canada. Des écarts dans les conventions comptables appliquées à la date de transition aux IFRS et par la suite, au niveau de la constatation, de la mesure, de la présentation et de la divulgation de l'information financière ainsi que des impacts liés aux états financiers sont prévus pour les sujets importants suivants :

Méthode comptable	Principales différences pouvant avoir une incidence potentielle pour la société	État d'avancement
Présentation des états financiers et information à fournir	<ul style="list-style-type: none"> Un format différent et des divulgations additionnelles aux notes des états financiers sont exigées selon les normes IFRS. 	Un modèle d'états financiers a été préparé et demeure sujet à des changements en fonction des conclusions de notre travail global.
Immobilisations corporelles	<ul style="list-style-type: none"> Une comptabilisation distincte des composantes liées aux actifs importants et amortissement des composantes sur des durées de vie utile différente. 	Les conclusions préliminaires permettent de déterminer qu'il n'y a pas de différences pouvant avoir une incidence significative pour la société.
Dépréciation de l'actif	<ul style="list-style-type: none"> Un regroupement des actifs en unités génératrices de trésorerie (UGT) sur la base d'entrées de trésorerie largement indépendantes aux fins des tests de dépréciation, lesquels sont effectués en une seule étape en utilisant la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés. Les écarts d'acquisition sont alloués et testés sur la base de l'UGT, ou le groupe d'UGT profitant de synergies collectives, auquel ils se rapportent. En certaines occasions, la dépréciation constatée antérieurement sur des actifs autres que l'écart d'acquisition doit être renversée. 	Les conclusions préliminaires permettent de déterminer qu'il n'y a pas de différences pouvant avoir une incidence significative pour la société.
Contrat de location	<ul style="list-style-type: none"> Les directives IFRS prescrivent l'utilisation de seuils qualitatifs plutôt que de seuils quantitatifs, tels qu'établis selon les PCGR du Canada, relativement à la comptabilisation de contrats de location-acquisition. 	Les conclusions préliminaires permettent de déterminer qu'il n'y a pas de différences pouvant avoir une incidence significative pour la société.
Regroupements d'entreprises	<ul style="list-style-type: none"> Les frais de transaction liés à l'acquisition et les frais de restructuration sont comptabilisés aux résultats lorsqu'encourus. Une contrepartie conditionnelle est évaluée à sa juste valeur en date d'acquisition et les variations subséquentes de la juste valeur sont constatées aux résultats. Les changements dans les participations dans une filiale qui n'entraînent pas de perte de contrôle sont comptabilisés comme des opérations sur les capitaux propres. Les participations sans contrôle sont présentées comme un élément distinct des capitaux propres. 	Les conclusions préliminaires permettent de déterminer qu'il n'y a pas de différences pouvant avoir une incidence significative pour la société.

Méthode comptable	Principales différences pouvant avoir une incidence potentielle pour la société	État d'avancement
Impôts sur le bénéfice	<ul style="list-style-type: none"> La constatation et la mesure des actifs et des passifs d'impôts différés peuvent diverger. 	L'analyse est en cours et nous ne sommes pas en mesure de quantifier, le cas échéant, l'incidence des différences.
Provisions et éventualités	<ul style="list-style-type: none"> Un seuil de probabilité différent est utilisé pour la constatation des passifs éventuels, pouvant affecter le moment auquel une provision est comptabilisée. 	L'analyse est en cours et nous ne sommes pas en mesure de quantifier, le cas échéant, l'incidence des différences.
Avantages du personnel	<ul style="list-style-type: none"> Constatation immédiate du coût des services passés, pour lesquels les droits aux prestations sont acquis, dans les bénéfices non répartis d'ouverture en date de transition, et aux résultats pour les périodes subséquentes. Subséquentement à la transition aux IFRS, une entité peut constater les gains et les pertes actuariels aux résultats étendus lorsqu'ils se produisent, sans impact à l'état des résultats. 	L'analyse est en cours et nous ne sommes pas en mesure de quantifier, le cas échéant, l'incidence des différences.

Le tableau ci-dessus indique les différences importantes et traite uniquement les éléments qui ont été identifiés résultant de l'avancement de notre plan de transition à ce jour et ne doit pas être considéré comme exhaustif. Il pourrait être modifié d'ici à l'achèvement des étapes subséquentes du plan de transition pour refléter de possibles modifications aux IFRS avant leur adoption par la société.

À mesure que la société évalue les obligations des IFRS, des ajustements aux contrôles internes à l'égard de l'information financière et aux contrôles et procédures de communication de l'information seront requis et de nouveaux contrôles pourraient être nécessaires.

La société s'est assurée d'avoir les ressources internes et externes appropriées pour mener à bien le plan de transition dans les délais requis. La société offrira en outre des séances de formation suffisantes à toutes les ressources concernées. Pendant la transition, la société surveillera les modifications en cours vers les IFRS et ajustera le plan de transition en conséquence. La direction fournit périodiquement au comité de vérification des mises à jour de la progression du processus de transition ainsi que des indications, des décisions et des conclusions sur les options liées aux IFRS. Le processus de transition de la société est actuellement conforme à son calendrier de mise en œuvre qui prévoit la communication initiale de l'information financière selon les IFRS à compter du 1^{er} novembre 2011.

Durant la période de passage aux IFRS, la société surveille régulièrement l'élaboration des normes publiées par le bureau des standards comptables internationaux et par le CNC ainsi que les changements à la réglementation apportés par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières, lesquels pourraient avoir une incidence sur l'adoption des normes IFRS, les ajustements qui seront apportés et leur nature.

De l'information additionnelle sur les effets de l'adoption des IFRS sur les états financiers consolidés de la société sera communiquée dans les prochains rapports de gestion.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la société a produit des attestations signées par le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière qui, entre autres choses, considèrent adéquates la conception des contrôles et des procédures de communication de l'information financière ainsi que la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière. Les contrôles et procédures de communication de l'information financière fournissent l'assurance raisonnable que l'information financière importante de la société et de ses filiales soit dûment communiquée. De plus, le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la société et à la préparation des états financiers selon les PCGR du Canada.

Le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière de la société ont également effectué une évaluation afin de déterminer s'il y avait eu des changements apportés au contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2010, qui ont eu ou pourraient vraisemblablement avoir sur ce dernier une incidence importante. Aucune modification significative de ce genre n'a été identifiée à partir de leur évaluation.

PERSPECTIVES

Sur le marché transatlantique, pour le quatrième trimestre, la capacité de la Société est supérieure d'environ 15 % à celle de l'année précédente. Le taux de remplissage est semblable à celui de 2009 à la même date. Les réservations au départ du Canada et de l'Europe sont supérieures. Le revenu moyen par réservation est supérieur à celui de l'été dernier à la même date, une fois converti en dollars canadiens, et ce même si l'euro et la livre sterling ont perdu de la valeur par rapport au dollar canadien.

Sur le marché des destinations soleil au départ du Canada, la capacité est similaire à celle de 2009, les réservations et le taux de remplissage sont légèrement supérieurs. À ce jour, comme ce fut le cas pour l'hiver, les prix de vente demeurent sous fortes pressions, à cause de la vive concurrence.

En France, les ventes moyen-courriers affichent un retard par rapport à 2009 et les marges sont sous très fortes pressions. Les ventes et les prix de vente sur le marché long-courrier sont légèrement supérieurs à ceux de l'été 2009, mais les coûts sont également supérieurs à cause de la faiblesse de l'euro.

Pour le quatrième trimestre, la Société anticipe des revenus supérieurs et une marge nettement supérieure par rapport à 2009, si la tendance se maintient.

Pour la saison d'hiver de 2011, il est trop tôt pour un pronostic, mais les réservations et la capacité sont jusqu'ici supérieures à celles de l'an dernier.

TRANSAT A.T. INC.
BILANS CONSOLIDÉS

	Au 31 juillet 2010	Au 31 octobre 2009
(en milliers de dollars) (non vérifiés)	\$	\$
ACTIF		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	217 278	180 552
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés <i>[note 3]</i>	309 521	244 250
Débiteurs	152 823	105 349
Impôts sur les bénéfices à recevoir	5 536	25 083
Actifs d'impôts futurs	4 569	12 860
Stocks	9 476	9 823
Frais payés d'avance	62 684	30 447
Instruments financiers dérivés	11 382	6 770
Tranche récupérable à moins d'un an des dépôts	24 448	30 578
Total de l'actif à court terme	797 717	645 712
Trésorerie et équivalents de trésorerie réservés <i>[note 3]</i>	32 130	28 476
Placements dans des PCAA <i>[note 4]</i>	69 682	71 401
Dépôts	24 061	12 014
Actifs d'impôts futurs	10 429	10 454
Immobilisations corporelles	96 754	122 911
Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels	152 681	160 156
Instruments financiers dérivés	77	9 488
Placements et autres actifs <i>[note 5]</i>	67 276	68 891
	1 250 807	1 129 503
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	355 411	266 445
Portion à court terme de la provision pour remise en état des aéronefs loués	20 463	21 029
Impôts sur les bénéfices à payer	3 835	4 021
Passifs d'impôts futurs	543	266
Dépôts de clients et revenus reportés	387 158	251 018
Instruments financiers dérivés	10 904	40 243
Débeture	—	3 156
Versements sur la dette à long terme échéant à moins d'un an	14 169	24 576
Total du passif à court terme	792 483	610 754
Dette à long terme <i>[note 6]</i>	6 899	83 108
Provision pour remise en état des aéronefs loués	12 265	8 550
Autres passifs <i>[note 7]</i>	42 309	41 743
Instruments financiers dérivés	80	50
Passifs d'impôts futurs	12 870	17 937
	866 906	762 142
Capitaux propres		
Capital-actions <i>[note 8]</i>	217 329	216 236
Bénéfices non répartis	178 347	165 096
Surplus d'apport	8 412	6 642
Cumul des autres éléments du résultat étendu <i>[note 9]</i>	(20 187)	(20 613)
	383 901	367 361
	1 250 807	1 129 503

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

AVIS

Les vérificateurs indépendants de la société n'ont pas effectué un examen de ces états financiers selon les normes de certification établies par l'Institut Canadien des Comptables Agréés en ce qui concerne l'examen des états financiers intermédiaires par le vérificateur de l'entité.

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

(en milliers de dollars, sauf les montants par action) (non vérifiés)	Trimestres terminés les 31 juillet		Périodes de neuf mois terminées	
	2010	2009	2010	les 31 juillet 2009
	\$	\$	\$	\$
Revenus	867 344	819 354	2 720 292	2 825 685
Dépenses d'exploitation				
Coûts directs	468 229	460 083	1 689 917	1 712 385
Salaires et avantages sociaux	85 794	87 392	253 644	267 547
Carburant d'aéronefs	86 376	77 280	213 821	238 882
Commissions	34 630	34 994	127 738	148 869
Entretien d'aéronefs	23 707	21 610	67 030	75 133
Frais d'aéroports et de navigation	25 733	25 072	59 809	66 913
Loyer d'aéronefs	13 595	13 803	41 192	40 725
Autres	75 339	71 933	217 411	217 412
	813 403	792 167	2 670 562	2 767 866
	53 941	27 187	49 730	57 819
Amortissement	11 858	12 541	36 083	38 342
Intérêts sur la dette à long terme et la débenture	489	870	1 678	3 473
Autres intérêts et frais financiers	695	1 194	1 572	2 335
Revenus d'intérêts	(673)	(674)	(1 710)	(4 093)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	2 968	(44 409)	(7 350)	(53 325)
Gain de change sur les éléments monétaires à long terme	(428)	(1 243)	(97)	(1 354)
Perte (gain) sur des placements dans des PCAA <i>[note 4]</i>	3 901	6 903	(1 493)	1 910
Gain sur dispositions d'actifs liés à la restructuration <i>[note 10]</i>	(76)	—	(1 036)	—
Quote-part de la perte nette (du bénéfice net) d'une société satellite	104	835	(2 241)	(2 598)
	18 838	(23 983)	25 406	(15 310)
Bénéfice avant les postes suivants	35 103	51 170	24 324	73 129
Impôts sur les bénéfices (récupération)				
Exigibles	14 244	1 760	11 365	10 171
Futurs	(413)	18 292	(3 014)	16 680
	13 831	20 052	8 351	26 851
Bénéfice avant part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	21 272	31 118	15 973	46 278
Part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	(347)	(127)	(2 722)	(2 537)
Bénéfice net de la période	20 925	30 991	13 251	43 741
Bénéfice <i>[note 8]</i>				
De base	0,55	0,95	0,35	1,34
Diluée	0,55	0,94	0,35	1,32

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS
DU RÉSULTAT ÉTENDU

(en milliers de dollars) (non vérifiés)	Trimestres terminés les 31 juillet		Périodes de neuf mois terminées	
	2010	2009	2010	les 31 juillet 2009
	\$	\$	\$	\$
Bénéfice net de la période	20 925	30 991	13 251	43 741
Autres éléments du résultat étendu				
Variation de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	7 174	(36 046)	41 250	(38 998)
Reclassement dans les résultats	(4 020)	(12 199)	(20 126)	(94 231)
Impôts futurs	(943)	14 988	(6 319)	42 962
	2 211	(33 257)	14 805	(90 267)
Gains (pertes) de change sur conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes dus à (l'appréciation) la dépréciation en date d'arrêté des comptes du dollar canadien face à l'euro, à la livre sterling et au dollar américain	3 038	(6 853)	(14 379)	(13 458)
	5 249	(40 110)	426	(103 725)
Résultat étendu de la période	26 174	(9 119)	13 677	(59 984)

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS
DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars) (non vérifiés)	Capital-	Bénéfices non	Surplus	Cumul des autres	Capitaux
	actions	répartis	d'apport	éléments du résultat étendu	propres
	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 31 octobre 2008	154 198	106 188	4 619	82 123	347 128
Bénéfice net de la période	—	43 741	—	—	43 741
Autres éléments du résultat étendu	—	—	—	(103 725)	(103 725)
Émission de la trésorerie	1 071	—	—	—	1 071
Options exercées	62	—	—	—	62
Charge de rémunération liée au régime d'option d'achat d'actions	—	—	1 487	—	1 487
Dividendes	—	(2 939)	—	—	(2 939)
Solde au 31 juillet 2009	155 331	146 990	6 106	(21 602)	286 825
Bénéfice net de la période	—	18 106	—	—	18 106
Autres éléments du résultat étendu	—	—	—	989	989
Émission de la trésorerie	60 878	—	—	—	60 878
Exercice d'options	27	—	—	—	27
Charge de rémunération liée au régime d'option d'achat d'actions	—	—	536	—	536
Solde au 31 octobre 2009	216 236	165 096	6 642	(20 613)	367 361
Bénéfice net de la période	—	13 251	—	—	13 251
Autres éléments du résultat étendu	—	—	—	426	426
Émission de la trésorerie	951	—	—	—	951
Exercice d'options	142	—	—	—	142
Charge de rémunération liée au régime d'option d'achat d'actions	—	—	1 770	—	1 770
Solde au 31 juillet 2010	217 329	178 347	8 412	(20 187)	383 901

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS
DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars) (non vérifiés)	Trimestres terminés les 31 juillet		Périodes de neuf mois terminées les 31 juillet	
	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Bénéfice net de la période	20 925	30 991	13 251	43 741
Imputations à l'exploitation ne nécessitant pas de sorties (retrées de fonds) :				
Amortissement	11 858	12 541	36 083	38 342
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	2 968	(44 409)	(7 350)	(53 325)
Gain de change sur les éléments monétaires à long terme	(428)	(1 243)	(97)	(1 354)
Perte (gain) sur des placements dans des PCAA	3 901	8 558	(873)	8 310
Gain sur dispositions d'actifs liés à la restructuration [note 10]	(76)	—	(1 036)	—
Quote-part de la perte nette (du bénéfice net) d'une société satellite	104	835	(2 241)	(2 598)
Part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	347	127	2 722	2 537
Impôts futurs	(413)	18 292	(3 014)	16 680
Charge de retraite	566	732	1 699	2 195
Charge de rémunération liée au régime d'options d'achat d'actions	699	555	1 770	1 487
	40 451	26 979	40 914	56 015
Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation	8 439	4 770	129 585	84 303
Variation nette des autres actifs et passifs liés à l'exploitation	(4 130)	325	(18 755)	130
Variation nette de la provision pour remise en état des aéronefs loués	3 394	(7 177)	3 149	4 137
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	48 154	24 897	154 893	144 585
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Acquisitions d'immobilisations corporelles et autres actifs incorporels	(7 552)	(8 502)	(15 877)	(20 847)
Dispositions d'immobilisations corporelles et autres actifs incorporels liés à la restructuration [note 10]	61	—	1 605	—
Encaissements de placements dans des PCAA	791	1 518	2 592	7 182
Augmentation (diminution) de la trésorerie et équivalents de trésorerie réservés	—	—	(3 684)	—
Contrepartie versée pour une société acquise [note 7]	—	—	(504)	(5 211)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(6 700)	(6 984)	(15 868)	(18 876)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Variation nette des facilités de crédit et autres dettes	(34 612)	(42 307)	(78 466)	(41 801)
Remboursement de la débenture et de la dette à long terme	—	—	(10 033)	(7 887)
Produit de l'émission d'actions	318	401	1 093	1 133
Dividendes versés à un actionnaire sans contrôle	—	(336)	(2 078)	(2 873)
Dividendes	—	—	—	(2 939)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(34 294)	(42 242)	(89 484)	(54 367)
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	3 152	(346)	(12 815)	(1 951)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	10 312	(24 675)	36 726	69 391
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	206 966	239 833	180 552	145 767
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	217 278	215 158	217 278	215 158
Informations supplémentaires				
Impôts sur les bénéfices payés (recouvrés)	(338)	1 409	(8 177)	9 917
Intérêts payés	291	9	2 438	2 991

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

[Les montants sont exprimés en milliers à l'exception du capital-actions, des options et des montants par option et par action] [non vérifiées]

Note 1 BASE DE PRÉSENTATION

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés par la société conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada pour les états financiers intermédiaires et suivent les mêmes conventions et méthodes comptables que les plus récents états financiers annuels. De l'avis de la direction, tous les ajustements nécessaires à une image fidèle sont reflétés dans les états financiers consolidés intermédiaires. Ces ajustements sont normaux et récurrents. Les activités de la société sont saisonnières. Par conséquent, les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne reflètent pas nécessairement proportionnellement les résultats de l'exercice entier. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels vérifiés et les notes y afférentes inclus dans le rapport annuel de la société de l'exercice 2009.

Note 2 MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES

En janvier 2009, l'ICCA a publié trois nouvelles normes comptables: le chapitre 1582, « Regroupements d'entreprises », le chapitre 1601, « États financiers consolidés », et le chapitre 1602, « Participations sans contrôle ». Ces nouvelles normes s'appliqueront aux états financiers des exercices ouverts le 1^{er} janvier 2011 ou après cette date. La société évalue actuellement les exigences des nouvelles normes.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Le chapitre 1582 remplace l'ancien chapitre 1581, « Regroupements d'entreprises », et établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises. Le chapitre établit les principes et les conditions qui régissent la manière dont l'acquéreur comptabilise et évalue dans ses états financiers les actifs identifiables acquis, les passifs repris et toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise; la manière qu'il comptabilise et évalue l'écart d'acquisition acquis dans le regroupement d'entreprises ou le gain résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses; et, il détermine quelles sont les informations à fournir pour permettre aux utilisateurs des états financiers d'évaluer la nature et les effets financiers du regroupement d'entreprises. Il constitue l'équivalent canadien de la norme internationale d'information financière IFRS 3, « Regroupements d'entreprises ». Le chapitre s'applique prospectivement aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe au début du premier exercice annuel ouvert le 1^{er} janvier 2011 ou à une date ultérieure.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ET PARTICIPATIONS SANS CONTRÔLE

Les chapitres 1601 et 1602 remplacent l'ancien chapitre 1600, « États financiers consolidés ». Le chapitre 1601 définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés. Il s'applique aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Il constitue l'équivalent des dispositions correspondantes de la norme internationale d'information financière IAS 27, « États financiers consolidés et individuels », et s'applique aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011.

NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE (IFRS)

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada [CNC] a confirmé que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront remplacés à compter des exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2011, par les Normes internationales d'information financière [IFRS]. La société devra présenter ses états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice se terminant le 31 octobre 2012 selon les IFRS.

La société a établi un plan de transition vers les IFRS qui comporte trois étapes : conception et planification, identification des différences et élaboration de solutions, et mise en œuvre et révision. La première étape qui portait sur la conception et la planification est maintenant terminée. Elle consistait à élaborer un plan de transition vers les normes IFRS basé selon les résultats d'un diagnostic préliminaire de haut niveau des différences entre les normes IFRS et les conventions comptables de la société. Cette analyse a permis d'obtenir un aperçu des aspects les plus importants où le passage aux IFRS risque d'avoir des répercussions pour la société, notamment les obligations plus exhaustives en matière de présentation et d'information à fournir. Durant cette étape, la direction de la société a établi une structure formelle de gouvernance du projet de conversion, incluant un comité directeur des IFRS, afin de surveiller le processus de transition relativement aux incidences sur la présentation de l'information financière, aux processus opérationnels, aux contrôles internes et aux systèmes d'information.

La société est actuellement à l'étape de l'identification des différences, entre les normes IFRS et les conventions comptables de la société, et à l'élaboration de solutions.

Le passage des PCGR du Canada aux normes IFRS est une opération d'envergure susceptible de modifier de façon notable la présentation de l'information financière. La société n'est pas en mesure actuellement d'estimer raisonnablement l'incidence que le passage aux IFRS aura sur sa présentation de l'information financière, puisqu'elle est à l'étape de l'identification des différences et à l'élaboration de solutions et qu'elle n'a pas encore choisi ses conventions comptables. Les aspects les plus importants identifiés à la première étape ont été établis selon les renseignements actuellement disponibles, par conséquent, ils peuvent changer en fonction de nouveaux faits et de nouvelles circonstances.

La société surveille régulièrement de près l'élaboration des normes publiées par le bureau des standards comptables internationaux et par le CNC ainsi que les changements à la réglementation apportés par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières, lesquels pourraient avoir une incidence sur le montant, la nature ou la communication de l'adoption des normes IFRS par la société.

Note 3 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE EN FIDUCIE OU AUTREMENT RÉSERVÉS

Au 31 juillet 2010, la trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés incluent 260 175 \$ [200 396 \$ au 31 octobre 2009] de fonds reçus de clients, principalement canadiens, pour lesquels les services n'avaient pas été rendus et pour lesquels le délai d'accessibilité n'avait pas été atteint, et ce, en conformité avec les organismes de réglementation canadiens et avec l'entente commerciale de la société avec son fournisseur de services de traitement de cartes de crédit. De plus, elle inclut 81 476 \$, dont 32 130 \$ est présenté hors de l'actif à court terme, [72 330 \$ au 31 octobre 2009, dont 28 476 \$ à long terme] qui était cédé en nantissement de lettres de crédit.

Note 4 PLACEMENTS DANS DES PCAA

RESTRUCTURATION

En 2007, le marché canadien des papiers commerciaux adossés à des actifs [«PCAA»] émis par des tiers a souffert d'une crise des liquidités. À la suite de cette crise, un groupe d'institutions financières et d'autres parties ont convenu, en vertu de l'accord de Montréal [l'« accord »], d'une période de moratoire relativement aux PCAA vendus par 23 émetteurs de conduits. Un comité pancanadien d'investisseurs a été par la suite mis sur pied pour surveiller la restructuration ordonnée de ces instruments pendant la période de moratoire.

En 2009, le comité pancanadien des investisseurs a annoncé que le plan de restructuration portant sur les PCAA émis par des tiers avait été mis en œuvre. En vertu des dispositions du plan de restructuration, les porteurs de PCAA ont vu leur papier commercial à court terme substitué par des billets à plus long terme dont l'échéance s'aligne sur celle des actifs auparavant détenus par les conduits sous-jacents. La société détenait, à cette date, un portefeuille de PCAA émis par plusieurs fiducies ayant une valeur nominale globale de 143 500 \$.

À la date de la mise en œuvre du plan, le 21 janvier 2009, la société a procédé à une évaluation de la juste valeur des ses placements dans des PCAA avant la substitution. Lors de cette évaluation, la société a revu ses hypothèses afin de considérer les nouvelles informations rendues disponibles à cette date ainsi que les changements survenus dans les conditions du marché du crédit. À la suite de l'évaluation, la provision pour dévaluation totalisait 47 450 \$ et la juste valeur du portefeuille de placement dans des PCAA s'établissait à 96 050 \$. Les PCAA que la société détenait à cette date ont été substitués par de nouveaux titres. La valeur nominale des nouveaux PCAA s'élevait, à cette date, à 141 741 \$.

PORTEFEUILLE

Durant le premier semestre 2010, la société a encaissé des montants totalisant 1 801 \$ alors que le 27 juillet 2010, elle a encaissé des montants totalisant 791 \$ relativement au remboursement du capital de PCAA adossés à des actifs synthétiques, ou une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés (MAV 2 Éligibles) et de PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés (MAV 3 Traditionnels). Durant la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010, la société a également encaissé sa quote-part de 620 \$ des montants de trésorerie accumulés dans les conduits. La valeur nominale des nouveaux PCAA s'élevait à 126 243 \$ au 31 juillet 2010 et se répartit comme suit :

MAV 2 Éligibles

La société détient 113 310 \$ de PCAA adossés à des actifs synthétiques, ou une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés, qui ont été restructurés en billets à taux variable, ayant des échéances prévues jusqu'en janvier 2017.

MAV 2 Inéligibles

La société détient 7 630 \$ de PCAA qui sont adossés principalement à des actifs en sous-prime aux États-Unis et qui ont été restructurés sur une base de série par série, chaque série maintenant son exposition séparée à ses propres actifs et venant à échéance jusqu'en décembre 2035.

MAV 3 Traditionnels

La société détient 5 303 \$ de PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés qui ont été restructurés sur une base de série par série, chaque fiducie ou série conservant ses propres actifs et venant à échéance jusqu'en septembre 2015.

VALORISATION

Le 31 juillet 2010, la société a procédé à une nouvelle évaluation de la juste valeur de ses nouveaux PCAA. Lors de cette évaluation, la société a revu ses hypothèses afin de considérer les nouvelles informations rendues disponibles ainsi que les changements survenus dans les conditions de marché du crédit. Durant la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010, un nombre limité d'opérations a été conclu relativement à des placements dans des PCAA. Cependant, la société n'a pas considéré ces opérations lors la valorisation de ses PCAA puisque, selon elle, leur nombre demeure insuffisant pour pouvoir qualifier le marché comme étant actif. Lors du retour d'un marché actif pour les PCAA, la société révisera ses hypothèses de valorisation en conséquence.

La société considère les informations rendues disponibles par BlackRock Canada Ltée qui a été nommée, à la date de mise en œuvre du plan, pour administrer les actifs. Cette dernière publie des évaluations mensuelles de la juste valeur de PCAA qui sont adossés principalement à des actifs en sous-prime aux États-Unis (MAV 2 Inéligibles) et de PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés (MAV 3 Traditionnels). La direction de la société a estimé la juste valeur de ses actifs, de même catégorie, à l'aide de ces évaluations. La société a également considéré les informations publiées par DBRS le 11 août 2009. Cette dernière avait décoté les PCAA adossés à des actifs synthétiques, ou une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés (MAV 2 Éligibles) de catégorie A-2 à « BBB- ». Avant cette décote, cette catégorie de PCAA avait une cote de « A ». Pour les autres titres, faute de marchés actifs, la direction de la société a estimé la juste valeur de ces actifs en actualisant les flux de trésorerie futurs qui ont été déterminés à l'aide d'un modèle d'évaluation qui prend en compte les meilleures estimations par la direction qui se fondent autant que possible sur des données de marché observables, telles que le risque de crédit attribuable aux actifs sous-jacents, les taux d'intérêt en vigueur sur les marchés en cause, les montants à recevoir et les dates d'échéances.

Aux fins de l'estimation des flux de trésorerie futurs, la société a estimé que les instruments financiers à long terme issus de la conversion de ses PCAA procureraient des rendements d'intérêt de 0,0 % à 2,24 % [taux moyen pondéré de 1,9 %], selon le type de séries. Ces flux de trésorerie futurs ont été actualisés, selon le type de séries, sur une période de 6,5 ans et selon des taux d'actualisation variant de 6,8 % à 46,9 % [taux moyen pondéré de 13,2 %] qui tiennent compte de la liquidité.

À la suite de cette nouvelle évaluation, la société a constaté, le 31 juillet 2010, une dévaluation de ses placements dans des PCAA de 3 901 \$ (renversement de provision pour dévaluation de placements dans des PCAA de 1 493 \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010). Ces ajustements ne tiennent compte d'aucun montant de la quote-part de la société des montants estimés de trésorerie accumulés dans les conduits. La juste valeur du portefeuille de PCAA s'établissait à cette date à 69 682 \$ et la provision pour dévaluation totalisait 56 561 \$, représentant 44,8 % de la valeur nominale de 126 243 \$.

L'estimation de la juste valeur des investissements en PCAA effectuée par la société est entourée d'une grande incertitude. La substitution d'une ou plusieurs des données par une ou plusieurs hypothèses n'est pas raisonnablement réalisable dans ce contexte. La direction juge sa technique d'évaluation appropriée dans les circonstances. Cependant, des modifications aux principales hypothèses pourraient avoir une incidence importante sur la valeur des titres de PCAA au cours du prochain exercice. La résolution de ces incertitudes pourrait faire en sorte que la valeur définitive de ces placements s'écarte considérablement des meilleures estimations actuelles de la direction, et l'ampleur de cet écart pourrait influencer grandement sur nos résultats financiers.

Une variation à la hausse (baisse) de 1 % [100 points de base] des taux d'actualisation estimés entraînerait une diminution (augmentation) de la juste valeur estimative des PCAA détenus par la société d'environ 3 600 \$.

La variation des soldes de placements dans des PCAA au bilan et la composition de la rubrique *Perte (gain) sur des placements dans des PCAA* à l'état consolidé des résultats se résument comme suit :

(en milliers de dollars)	Valeur nominale des placements dans des PCAA \$	Provision pour dévaluation des placements dans des PCAA \$	Placements dans des PCAA \$	Perte (gain) sur des placements dans des PCAA \$
Solde au 31 octobre 2008	143 500	(56 905)	86 595	
Ajustement relatif à la mise en œuvre du plan de restructuration du 21 janvier 2009	(1 759)	—	(1 759)	1 759
Dévaluation des placements dans des PCAA	—	(48)	(48)	48
Quote-part des montants estimés de trésorerie à recevoir	—	1 655	1 655	(1 655)
Quote-part des montants de trésorerie	—	—	—	(4 745)
Remboursement de capital	(5 664)	—	(5 664)	—
Réévaluation des options liées au remboursement de crédits rotatifs	—	—	—	(400)
Solde au 30 avril 2009 / Incidence sur les résultats de la période de six mois terminée le 30 avril 2009	136 077	(55 298)	80 779	(4 993)
Dévaluation des placements dans des PCAA	—	(7 303)	(7 303)	7 303
Remboursement de capital	(1 518)	—	(1 518)	—
Quote-part des montants estimés de trésorerie à recevoir	—	(1 655)	(1 655)	—
Réévaluation des options liées au remboursement de crédits rotatifs	—	—	—	(400)
Solde au 31 juillet 2009 / Incidence sur les résultats de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009	134 559	(64 256)	70 303	1 910
Réduction de la valeur nominale de PCAA	(4 844)	4 844	—	—
Renversement de provision	—	1 358	1 358	(1 358)
Remboursement de capital	(880)	—	(880)	—
Quote-part des montants estimés de trésorerie à recevoir	—	620	620	(620)
Solde au 31 octobre 2009 / Incidence sur les résultats de l'exercice terminé le 31 octobre 2009	128 835	(57 434)	71 401	(68)
Renversement de provision	—	5 394	5 394	(5 394)
Remboursement de capital	(1 801)	—	(1 801)	—
Quote-part des montants de trésorerie	—	(620)	(620)	—
Solde au 30 avril 2010 / Incidence sur les résultats de la période de six mois terminée le 30 avril 2010	127 034	(52 660)	74 374	(5 394)
Dévaluation des placements dans des PCAA	—	(3 901)	(3 901)	3 901
Remboursement de capital	(791)	—	(791)	—
Solde au 31 juillet 2010 / Incidence sur les résultats de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010	126 243	(56 561)	69 682	(1 493)

Le solde des placements dans des PCAA au 31 juillet 2010 se détaille comme suit :

(en milliers de dollars)	Valeur nominale des placements dans des PCAA \$	Provision pour dévaluation des placements dans des PCAA \$	Placements dans des PCAA \$
MAV 2 Éligibles			
Catégorie A-1	34 415	(8 221)	26 194
Catégorie A-2	63 894	(27 608)	36 286
Catégorie B	11 598	(9 728)	1 870
Catégorie C	3 403	(3 211)	192
	113 310	(48 768)	64 542
MAV 2 Inéligibles	7 630	(7 624)	6
MAV 3 Traditionnels	5 303	(169)	5 134
	126 243	(56 561)	69 682

Note 5 PLACEMENTS ET AUTRES ACTIFS

	Au 31 juillet 2010 \$	Au 31 octobre 2009 \$
Placements dans Caribbean Investments B.V.	65 146	66 347
Frais reportés, solde non amorti	1 839	2 234
Divers	175	192
Autres placements	116	118
	67 276	68 891

La variation du placement dans Caribbean Investments B.V. [« CIBV »] se présente comme suit :

	\$
Solde au 31 octobre 2009	66 347
Quote-part du bénéfice net	2 241
Écart de conversion	(3 442)
Solde au 31 juillet 2010	65 146

Note 6 DETTE À LONG TERME

	Au 31 juillet 2010 \$	Au 31 octobre 2009 \$
Emprunts garantis par des aéronefs au montant de 20 000 \$ USD [26 667 \$ USD au 31 octobre 2009]	20 580	28 730
Montants utilisés en vertu des facilités de crédit à terme rotatif échéant de 2010 à 2012	—	77 963
Autres	488	991
	21 068	107 684
Moins versements échéant à moins d'un an	14 169	24 576
	6 899	83 108

Note 7 AUTRES PASSIFS

	Au 31 juillet 2010 \$	Au 31 octobre 2009 \$
Passif au titre des prestations constituées	18 156	17 050
Avantages incitatifs reportés	15 658	12 739
Part des actionnaires sans contrôle	7 445	7 754
Gains reportés sur options liées au remboursement de crédits rotatifs	1 050	4 200
	42 309	41 743

Le 26 février 2010, la société a acquis, pour une contrepartie au comptant de 504 \$ (350 €), la part des actionnaires sans contrôle de Tourgreece Tourist Enterprises S.A, soit le solde des actions (10 %) qu'elle ne détenait pas.

Note 8 CAPITAUX PROPRES

A) CAPITAL-ACTIONS

AUTORISÉ

Actions à droit de vote variable de catégorie A

Un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A [« actions de catégorie A »], participantes, ne pouvant être détenues ou contrôlées que par des personnes autres que des Canadiens au sens de la *Loi sur les transports au Canada* [« LTC »], lesquelles se voient conférer une voix par action de catégorie A, sauf i) si le nombre d'actions de catégorie A émises et en circulation excède 25 % du total des actions votantes émises et en circulation (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC), ou ii) si l'ensemble des voix exprimées par les détenteurs d'actions de catégorie A ou pour leur compte à une assemblée dépasse 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) de l'ensemble des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Si l'un ou l'autre de ces seuils est dépassé, le droit de vote rattaché à chaque action de catégorie A diminuera automatiquement, sans autre formalité. Pour la circonstance décrite en i) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie ne peuvent pas donner plus de 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) du total des droits de vote rattachés au total des actions votantes émises et en circulation de la société. Pour la circonstance décrite en ii) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie pour une assemblée ne peuvent pas donner plus de 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) du nombre total des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Chaque action de catégorie A émise et en circulation sera convertie en une action à droit de vote de catégorie B, automatiquement et sans aucune démarche de la part de la société ou du porteur si i) l'action de catégorie A est ou devient détenue et contrôlée par un Canadien au sens de la LTC, ou ii) les dispositions de la LTC ayant trait aux restrictions relatives à la propriété étrangère sont abrogées sans être remplacées par d'autres dispositions semblables.

Actions à droit de vote de catégorie B

Un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B [« actions de catégorie B »], participantes, ne pouvant être détenues et contrôlées que par des Canadiens au sens de la LTC, lesquels se voient conférer une voix par action à droit de vote de catégorie B à toutes les assemblées d'actionnaires de la société.

Chaque action de catégorie B émise et en circulation sera convertie en une action de catégorie A, automatiquement et sans aucune démarche de la part de la société ou du porteur, si l'action de catégorie B est ou devient détenue ou contrôlée par une personne autre qu'un Canadien au sens de la LTC.

Actions privilégiées

Un nombre illimité d'actions privilégiées, sans droit de vote, pouvant être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

ÉMIS ET EN CIRCULATION

Les modifications touchant les actions de catégorie A et les actions de catégorie B ont été les suivantes :

	Nombre d'actions	Montant (\$)
Solde au 31 octobre 2009	37 728 799	216 236
Émission de la trésorerie	74 018	951
Exercice d'options	23 733	142
Solde au 31 juillet 2010	37 826 550	217 329

Au 31 juillet 2010, le nombre d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B s'élevaient respectivement à 1 018 365 et 36 808 185.

B) OPTIONS

	Nombre d'options	Prix moyen pondéré (\$)
Solde au 31 octobre 2009	1 101 140	18,31
Attribuées	682 570	12,25
Exercées	(23 733)	5,99
Annulées	(22 240)	22,39
Solde au 31 juillet 2010	1 737 737	16,04
Options pouvant être exercées au 31 juillet 2010	677 448	21,43

C) BÉNÉFICE PAR ACTION

Le bénéfice de base par action et le bénéfice dilué par action ont été calculés comme suit :

	Trimestres terminés les 31 juillet		Périodes de neuf mois terminées les 31 juillet	
	2010	2009	2010	2009
(en milliers, sauf les montants par action)	\$	\$	\$	\$
Numérateur				
Bénéfice attribuable aux porteurs d'actions à droit de vote	20 925	30 991	13 251	43 741
Intérêts sur débenture pouvant être réglée en actions à droits de vote	—	33	—	98
Bénéfice servant au calcul du bénéfice dilué par action	20 925	31 024	13 251	43 839
Dénominateur				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	37 904	32 792	37 782	32 743
Options d'achat d'actions	313	30	253	24
Débenture pouvant être réglée en actions à droit de vote	—	293	4	321
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté servant au calcul du bénéfice dilué par action	38 217	33 115	38 039	33 088
Bénéfice par action				
De base	0,55	0,95	0,35	1,34
Diluée	0,55	0,94	0,35	1,32

Aux fins du calcul du bénéfice dilué par action des périodes de trois et neuf mois terminées le 31 juillet 2010, 544 805 options d'achat d'actions ont été exclues du calcul puisque le prix d'exercice de ces options était supérieur au cours moyen des actions de la société pour les périodes correspondantes.

Aux fins du calcul du bénéfice dilué par action pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 juillet 2009, 1 017 755 options d'achat d'actions ont été exclues du calcul puisque le prix d'exercice de ces options était supérieur au cours moyen des actions de la société pour les périodes correspondantes.

Note 9 CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

La variation du cumul des autres éléments du résultat étendu se détaille comme suit pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2010 :

	Couvertures de flux de trésorerie \$	Écarts de conversion reportés \$	Cumul des autres éléments du résultat étendu \$
Cumul des autres éléments du résultat étendu			
Solde au 31 octobre 2009	(17 043)	(3 570)	(20 613)
Variation au cours de la période	12 594	(17 417)	(4 823)
Solde au 30 avril 2010	(4 449)	(20 987)	(25 436)
Variation au cours de la période	2 211	3 038	5 249
Solde au 31 juillet 2010	(2 238)	(17 949)	(20 187)

La variation du cumul des autres éléments du résultat étendu se détaille comme suit pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2009 :

	Couvertures de flux de trésorerie \$	Écarts de conversion reportés \$	Cumul des autres éléments du résultat étendu \$
Cumul des autres éléments du résultat étendu			
Solde au 31 octobre 2008	72 479	9 644	82 123
Variation au cours de la période	(57 010)	(6 605)	(63 615)
Solde au 30 avril 2009	15 469	3 039	18 508
Variation au cours de la période	(33 257)	(6 853)	(40 110)
Solde au 31 juillet 2009	(17 788)	(3 814)	(21 602)

Note 10 GAIN SUR DISPOSITIONS D'ACTIFS LIÉS À LA RESTRUCTURATION

Le 24 septembre 2009, la société a annoncé un plan de restructuration afin d'apporter des changements structurels à son réseau de distribution en France. Ces modifications structurelles ont entraîné la fermeture d'un centre administratif. Ces modifications ont également entraîné, et entraîneront, la fermeture de certaines agences et la cession de certaines autres agences. Au cours du troisième trimestre, la société a enregistré un gain sur dispositions d'actifs destinés à être vendus liés à la restructuration de 76 \$ (1 036 \$ pour la période de neuf mois). Ce gain est principalement constitué de gains réalisés sur la cession d'agences pour lesquelles aucune charge de restructuration n'avait été comptabilisée.

Note 11 INFORMATIONS SECTORIELLES

La société a déterminé qu'elle exerce ses activités dans un seul secteur d'exploitation, à savoir les voyages vacances. Ainsi, les états consolidés des résultats incluent toutes les informations requises. En ce qui a trait aux secteurs géographiques, la société exerce ses activités principalement en Amérique et en Europe.

	Trimestre terminé le 31 juillet 2010			Période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010		
	Amérique \$	Europe \$	Total \$	Amérique \$	Europe \$	Total \$
Revenus	544 063	323 281	867 344	2 087 609	632 683	2 720 292
Dépenses d'exploitation	517 482	295 921	813 403	2 051 869	618 693	2 670 562
	26 581	27 360	53 941	35 740	13 990	49 730
Immobilisations corporelles et écarts d'acquisition et autres actifs incorporels ^[1]				142 805	106 630	249 435

	Trimestre terminé le 31 juillet 2009			Période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009		
	Amérique \$	Europe \$	Total \$	Amérique \$	Europe \$	Total \$
Revenus	478 089	341 265	819 354	2 131 725	693 960	2 825 685
Dépenses d'exploitation	472 949	319 218	792 167	2 086 417	681 449	2 767 866
	5 140	22 047	27 187	45 308	12 511	57 819
Immobilisations corporelles et écarts d'acquisition et autres actifs incorporels ^[2]				164 064	119 003	283 067

^[1] Au 31 juillet 2010

^[2] Au 31 octobre 2009

Note 12 GARANTIES

Dans le cours normal de ses affaires, la société a conclu des ententes dont certaines dispositions répondent à la définition de garantie. Ces ententes prévoient des indemnités et des garanties pour la contrepartie dans des opérations telles que contrats de location-exploitation, lettres de crédit irrévocables et contrats de cautionnement.

Ces ententes peuvent obliger la société à indemniser une contrepartie pour les coûts ou pertes attribuables à divers événements tels que non-conformité à des déclarations antérieures ou à la garantie, perte ou endommagement de biens, réclamations pouvant survenir pendant la prestation de services et passif environnemental.

Les notes 4, 11, 12, 13 et 21 des états financiers consolidés vérifiés 2009 fournissent des informations au sujet de certaines de ces ententes. Les paragraphes qui suivent présentent des informations supplémentaires.

CONTRATS DE LOCATION-EXPLOITATION

La plupart des contrats de location d'espaces dans les aéroports et d'autres biens immobiliers signés par les filiales de la société comportent des clauses générales d'indemnisation les engageant, en tant que preneur, à indemniser le bailleur en cas de passif lié à l'utilisation des biens loués. Ces baux viennent à échéance à diverses dates jusqu'en 2034. La nature de ces ententes varie selon les contrats, de telle sorte que la société ne peut estimer le montant total que ses filiales pourraient être appelées à verser à ses bailleurs. Il ne s'est jamais produit qu'une filiale de la société doive verser un montant appréciable en vertu de ce genre d'entente; par ailleurs, la société et ses filiales sont protégées par une assurance-responsabilité pour ce genre de situation.

LETTRES DE CRÉDIT IRRÉVOCABLES

La société a signé des lettres de crédit irrévocables avec certains de ses fournisseurs. En vertu de ces lettres de crédit, la société garantit le paiement de certains services rendus qu'elle s'est engagée à payer. Ces lettres sont généralement émises pour un an et sont renouvelables.

La société a également remis aux organismes de réglementation des lettres de crédit garantissant, entre autres, certaines sommes à ses clients pour l'exécution de ses obligations. Au 31 juillet 2010, les garanties totales données par la société en vertu de ces lettres de crédit s'élevaient à 469 \$. Il ne s'est jamais produit que la société doive verser un montant appréciable en vertu de ces lettres de crédit.

CONTRATS DE CAUTIONNEMENT

La société a signé des contrats de cautionnement par lesquels elle garantit un montant prescrit à ses clients à la demande des organismes de réglementation, au sujet de l'exécution des obligations comprises dans les mandats de ses clients pendant la durée des permis accordés à la société pour ses activités de grossiste et d'agences de voyages dans la province de Québec. Ces ententes sont généralement émises pour un an et sont renouvelables chaque année. Au 31 juillet 2010, le montant total de ces garanties s'élevait à 1 018 \$. Il ne s'est jamais produit que la société doive verser un montant appréciable en vertu de ces ententes. Au 31 juillet 2010, aucune somme n'était comptabilisée en vertu des ententes mentionnées ci-dessus.

FACILITÉ DE CAUTIONNEMENT

Depuis le 5 mai 2010, la société dispose d'une facilité de cautionnement renouvelable annuellement au montant de 50 000 \$. En vertu de cette entente, la société peut faire émettre des contrats de cautionnement d'une durée maximale de trois ans. Au 31 juillet 2010, cette facilité n'était pas utilisée.

